

GRUPE LA POSTE



GRUPE LA POSTE

Rapport FINANCIER *Semestriel 2009*

Attestation du responsable

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des profits ou pertes de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité semestriel ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris, le 27 août 2009.

Bernard Delpit
Directeur Financier
Directeur Général Délégué de La Poste

Sommaire

Rapport de gestion semestriel 2009	4
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2009	31
Etats Financiers consolidés semestriels	36

GROUPE LA POSTE

RAPPORT DE GESTION ***Arrêté semestriel 2009***

Conseil d'administration du 27 août 2009

SOMMAIRE

1	FAITS MAJEURS DU PREMIER SEMESTRE 2009	6
1.1	Environnement macroéconomique	6
1.2	Environnement réglementaire	7
1.3	Faits marquants du Groupe	9
2	RESULTATS DU GROUPE LA POSTE	11
2.1	Des produits opérationnels en repli au Courrier et au Colis	12
2.2	Des charges opérationnelles en baisse	13
2.3	Un résultat d'exploitation en repli	14
2.4	Des charges financières en diminution	14
2.5	Les autres éléments du compte de résultat	15
2.6	Le résultat net (part du groupe) s'établit à 388 millions d'euros	15
3	RESULTATS PAR SECTEUR D'ACTIVITE	15
3.1	Le Courrier	16
3.2	Le Colis et l'Express	19
3.3	Activités bancaires	22
3.4	L'Enseigne	26
4	BILAN DU GROUPE LA POSTE	28
4.1	Capitaux propres	28
4.2	Dette financière nette	28
4.3	Titres et immobilisations	28
4.4	Ratios	29
5	DONNEES SUR LA POSTE MAISON-MERE	29
6	PERSPECTIVES & EVENEMENTS POST-CLOTURE	30
6.1	Prévisions et perspectives du Groupe	30
6.2	Le taux du Livret A ramené à 1,25 % au 1er août 2009	30

1. FAITS MAJEURS DU PREMIER SEMESTRE 2009

1.1 Environnement macroéconomique

La crise bancaire et financière de l'automne dernier a entraîné fin 2008-début 2009 une récession très sévère en particulier dans les pays développés. En France, le PIB a reculé de 1,3% au 1^{er} trimestre, après -1,4% au dernier trimestre de 2008. Le recul a été plus profond encore dans l'ensemble de la zone euro. En effet, dans la plupart des pays, le resserrement des financements a fait chuter la demande pour les biens achetés à crédit, dont l'automobile et l'immobilier. Les entreprises ont également réduit leurs investissements et écoulé leurs stocks. La chute de la production industrielle dans les économies avancées a été d'une ampleur exceptionnelle et le commerce mondial s'est vivement contracté. A partir de mars, le redressement de plusieurs indicateurs a laissé entrevoir une stabilisation de l'activité industrielle dans les pays développés et un mouvement de reprise en Chine comme dans plusieurs autres pays émergents d'Asie, ainsi qu'au Brésil.

Les gouvernements et les banques centrales ont poursuivi leurs actions de grande ampleur pour assurer le financement de l'économie et endiguer les effets de la crise. Les relances budgétaires se sont généralisées. Les politiques monétaires ont été mobilisées à un degré exceptionnel : baisse drastique des taux directeurs (à 1% pour la BCE) ; apports massifs de liquidités aux banques ; assouplissement des conditions d'achats de créances par les banques centrales. Se sont ajoutées d'autres mesures spécifiques de soutien aux établissements de crédit : recapitalisations, prêts publics aux banques ou garanties sur leurs emprunts... La combinaison de toutes ces mesures a permis de contenir la récession et de réduire le « stress » sur les marchés financiers. La première estimation des taux de croissance dans les grands pays indique des signes de reprise (+0,3% en France au 2^e trimestre).

Ces signaux ont rassuré les investisseurs. Après leur nouvelle chute en début d'année, les marchés actions ont rebondi à partir de mi-mars. Le CAC 40, tombé à 2.500 points en mars après une chute de 60% depuis son point haut de juin 2007, est repassé au-dessus de 3.100 points fin juin. Ce redressement du cours des actions s'est accompagné d'une remontée des taux à long terme sur les emprunts d'Etat. Le taux de l'OAT 10 ans a ainsi atteint 3,9% en moyenne en juin contre 3,5% en décembre 2008. Les taux à court terme sont restés à un niveau historiquement bas sous l'influence directe de la politique monétaire.

Ces mouvements des taux interviennent alors que l'inflation est tombée près de zéro ou en dessous dans de nombreux pays (-0,5% en France sur un an). Si les cours des produits de base ont rebondi au cours du semestre (à 68,5\$ en moyenne en juin pour le baril de Brent contre 40\$ en décembre dernier), leur chute sur un an a provoqué une stagnation ou un recul des prix à la consommation. Hors prix de l'énergie, la variation des prix est cependant restée positive dans les pays développés, sauf au Japon.

1.2 Environnement réglementaire

1.2.1 Projet de loi postale

L'avant projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales a été examiné le 29 juillet 2009 en Conseil des ministres après avoir été soumis aux différentes instances consultatives prévues par la loi¹.

Le Conseil des ministres a adopté le texte du projet de loi et l'a transmis au Sénat pour un examen en commission parlementaire à la rentrée. Le texte de loi sera ensuite soumis au débat et au vote des deux assemblées à l'automne 2009.

Ce projet de loi vise d'une part à transformer La Poste en société anonyme² et d'autre part à transposer en droit français la troisième directive postale européenne du 20 février 2008³.

S'agissant de la transformation de La Poste en société anonyme, les principes qui fondent le texte du projet de loi sont ceux posés par le chef de l'Etat :

- Continuité juridique, financière et patrimoniale entre La Poste et La Poste SA ;
- Détention de la totalité du capital par l'Etat ou des personnes morales appartenant au secteur public⁴ ;
- Maintien de leurs droits et statuts pour les fonctionnaires comme pour les salariés ;
- Confirmation des quatre missions de service public confiées à La Poste, en cohérence avec les textes qui les ont définies par ailleurs : mission de service universel postal, mission d'aménagement du territoire, mission de transport et de distribution de la presse et mission d'accessibilité bancaire.

S'agissant de la transposition en droit français de la troisième directive postale européenne du 20 février 2008, le gouvernement a souhaité apporter des garanties supplémentaires à ce texte :

- Dans le cadre de la libéralisation complète du marché de la correspondance à compter du 1er janvier 2011, La Poste est désignée comme opérateur du Service Universel postal pour une durée longue de 15 ans ;
- Les caractéristiques essentielles du Service Universel postal sont maintenues, notamment la distribution du courrier 6 jours sur 7 sur l'ensemble du territoire national ainsi que la péréquation tarifaire à un prix abordable pour le courrier égrené ;
- Les modalités d'abondement au fond de compensation du Service Universel postal, et en particulier les contributeurs et l'assiette de contribution sont précisés ;
- Les dispositions relatives au respect des conditions de travail, aux régimes de sécurité sociale, et à l'accès des personnes handicapées aux services postaux sont soulignées ;
- Les pouvoirs de l'ARCEP, notamment en matière d'encadrement tarifaire et de contrôle des conditions de réalisation du Service Universel, sont maintenus et complétés.

¹ Comité Technique paritaire de La Poste (CTP), Commission Supérieure du Personnel et des Affaires Sociales (CoSPAS), Conseil Supérieur de la Fonction Publique d'Etat (CSFPE), Commission Supérieure du Service Public des Postes et des Communications Electroniques (CSSPPE), Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP) et Conseil d'Etat.

² Dispositions modifiant la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom

³ Dispositions modifiant certaines dispositions du code des postes et des communications électroniques.

⁴ A l'exception de la part du capital pouvant être détenue au titre de l'actionnariat des personnels.

Par ailleurs, le Ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, a rappelé le 28 juillet 2009, l'engagement de l'État d'apporter à La Poste les moyens de poursuivre sa modernisation et son développement avec pour ambition de faire de La Poste l'un des tous premiers opérateurs postaux en Europe. Dans ce cadre, le Ministre a confirmé l'augmentation de capital de 2,7 milliards d'euros qui sera rendue possible par la transformation de La Poste en société anonyme.

1.2.2 Banalisation de la distribution du Livret A

La Loi de Modernisation de l'Economie (LME), complétée par les décrets et arrêtés publiés le 5 décembre 2008, a généralisé la distribution du Livret A à toutes les banques à partir du 1^{er} janvier 2009. Les principes de rémunération des réseaux distributeurs et de centralisation des fonds du Livret A et du Livret de Développement Durable auprès de la Caisse des Dépôts sont maintenus.

L'ensemble des banques devra centraliser auprès de la Caisse des Dépôts une partie des sommes collectées sur le Livret A et le Livret de Développement Durable. La Banque Postale a mis en place une centralisation quotidienne et à 100% auprès de la Caisse des Dépôts.

Les banques perçoivent une rémunération fixée à 0,6% des encours collectés. Une commission supplémentaire dégressive est accordée aux réseaux historiques. Ainsi, La Banque Postale percevra une rémunération additionnelle sur 5 ans (3 ans pour les autres réseaux historiques). En outre, compte tenu des obligations liées à sa mission d'accessibilité bancaire reconnue par Bruxelles, elle perçoit une rémunération complémentaire fixée à 280 millions d'euros en 2009, puis dégressive les années suivantes pour atteindre 210 millions d'euros en 2014.

Enfin, en date du 1^{er} janvier 2009, les encours sont transférés de la Caisse Nationale d'Epargne vers La Banque Postale. Le bilan du groupe La Poste augmente donc de 59 milliards d'euros au 1^{er} janvier 2009, sans impact sur ses fonds propres.

1.2.3 Régime de TVA des services postaux

Un arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes (CJCE) rendu le 23 avril 2009 dans le cadre d'un litige entre TNT Post UK et Royal Mail et relatif au régime de TVA des services publics postaux, consacre la notion de "service public postal" défini pour la première fois par l'arrêt de la CJCE du 11 juillet 1985 (aff.107/84 Commission/Allemagne) et visant les opérateurs, publics ou privés, en charge du Service Universel.

La Cour entérine par cet arrêt le régime de TVA tel qu'il est appliqué aujourd'hui par La Poste. Néanmoins deux nouvelles notions sont introduites par la CJCE pour apprécier le périmètre de l'exonération de TVA : celle de « services relevant de l'intérêt général » et celle de « services dont les conditions ont été négociées individuellement ». Les différentes postes européennes vont désormais s'interroger sur la conformité de leur périmètre d'exonération de TVA, et donc de leur périmètre du Service Universel, au regard de ces deux nouvelles notions. La question de l'exonération des envois en nombre se pose notamment compte tenu de la charge que fait peser sur les comptes de La Poste cette exonération au regard de son droit à déduction.

La question des conséquences de l'arrêt de la CJCE du 23 avril dernier a également été posée au niveau européen par la Présidence suédoise qui a évoqué la possibilité de relancer le processus législatif visant à taxer l'intégralité des services postaux (avec possibilité d'option pour un taux réduit). Devant le blocage de certains Etats membres (Royaume-Uni et Allemagne notamment), une solution européenne paraît peu probable.

C'est donc en fonction d'enjeux nationaux que la question du périmètre d'exonération des services postaux à la TVA devra être résolue.

1.3 Faits marquants du Groupe

1.3.1 La Poste contribue au Plan de relance de l'économie française

La Poste contribuera à hauteur de 600 millions d'euros au plan de relance de l'économie française, sur la période 2009- 2010 sous la forme d'une accélération de ses projets majeurs. Le Groupe s'est engagé vis-à-vis de l'Etat à :

- Engager la totalité de l'enveloppe avant la fin de l'exercice 2009 ;
- Décaisser le montant de l'enveloppe pour partie sur 2009 (240 millions d'euros) et pour partie sur 2010 (360 millions d'euros).

Ces investissements porteront notamment sur l'immobilier et impacteront les métiers de l'Enseigne, du Courrier et du Colis. Ainsi, 250 modernisations de bureaux de poste ont déjà été lancées en 2009 pour améliorer l'accueil des clients.

Au 30 juin, les engagements sont conformes au plan de marche et l'ensemble des « projets 2010 » sera engagé avant la fin de l'exercice 2009.

1.3.2 Le groupe La Poste s'est engagé dans des programmes de réduction des coûts et d'optimisation du cash

Le budget 2009, tel qu'adopté en décembre 2008 par le conseil d'administration de La Poste a tenu compte du ralentissement économique en France et en Europe. Le premier semestre confirme ce fort ralentissement. Pour s'adapter à ce contexte, le groupe La Poste a lancé deux programmes : le premier a pour objectif de réduire ses coûts à moyen terme, le second a pour objet de réduire la dette du Groupe en réduisant le niveau de ses capitaux engagés.

*** Programme de réduction des coûts**

Ce programme couvre d'une part les plans d'actions spécifiques de chaque métier et d'autre part les plans d'actions visant à réduire les coûts transverses. Il s'agit à la fois d'améliorer l'adaptation des coûts à l'évolution de l'activité et d'optimiser les charges communes à l'ensemble des métiers de La Poste.

Le programme de réduction des coûts vise un objectif de 200 millions d'euros fin 2009. Il est aujourd'hui confirmé et sera prolongé sur la période 2010 – 2015.

*** Programme d'optimisation du cash**

Ce programme se décline en 3 volets qui visent à :

- Baisser le besoin en fonds de roulement du Groupe en agissant notamment sur la gestion des encaisses en bureaux de poste ;
- Renforcer le dispositif d'allocation des ressources financières, de maîtrise des investissements et de centralisation de la trésorerie ;
- Libérer des liquidités par une valorisation des actifs immobiliers et un recours plus significatif à la location des moyens de production ou de distribution.

Les différents chantiers sont en cours et seront intégrés dans la trajectoire financière à moyen terme du Groupe.

1.3.3 La Poste améliore son service à la clientèle

Après un test en Ile-de-France et dans 8 départements sur plus de 5 millions de foyers, un service consommateurs sera déployé dans toute la France d'ici la fin 2009. Point d'entrée unique pour le grand public, ce service consommateurs multimétiers s'inscrit dans la volonté du Groupe de développer la qualité du service offert et renforcer sa relation de confiance avec ses clients afin de devenir une entreprise de service de référence. Pour être efficace, ce service consommateurs s'adapte aux modes de vie et aux besoins des clients. Multicanal, il est accessible à la fois par courrier avec une adresse unique, par téléphone, avec un numéro unique, et via le portail Internet du Groupe (www.laposte.fr).

Cette démarche s'inscrit dans une politique globale et répond aux 5 engagements concrets pris par La Poste en 2009 pour simplifier la vie des clients :

- Informer par téléphone en cas de dysfonctionnement de la distribution,
- Mieux traiter les réclamations,
- Envoyer une brochure annuelle sur son offre à ses clients,
- Proposer une deuxième présentation des recommandés,
- Réduire le temps d'attente dans les 1 000 plus grands bureaux.

Ainsi, l'Enseigne a pour objectif de réduire le temps moyen d'attente aux guichets à moins de 9 minutes dès la fin 2009 et de 8 minutes fin 2010. Cette baisse est rendue possible par un nouveau dispositif de gestion de flux prévoyant notamment des guichets spécialisés pour les opérations simples, l'externalisation de certaines opérations sans valeur ajoutée sur des automates, la montée en charge des plateformes téléphoniques pour les opérations bancaires, et l'adaptation des horaires d'ouverture de bureaux de poste dans les grandes villes. A titre d'illustration, les bureaux de poste parisiens resteront ouverts jusqu'à 20 h en semaine et 12 h 30 le samedi.

Le Courrier a annoncé, dans le cadre de « 2015 Réinventons le Courrier » le lancement à l'automne d'une vaste démarche d'élaboration de chartes d'engagements pour toutes les catégories de clients : grands comptes, entreprises, TPE et pros, grand public. L'élaboration de ces chartes s'effectuera dans le cadre d'une importante concertation avec les clients et leurs représentants, aux plans national et territorial. Elles seront publiées pour le 30 juin 2010.

1.3.4 Dialogue social : mise en œuvre de l'intéressement pour les années 2009-2011

La direction de La Poste et quatre organisations syndicales (CFDT, CFTC, CGC et FO) ont signé lundi 29 juin un nouvel accord qui fixe les modalités de versement de l'intéressement au sein de l'entreprise pour les années 2009 à 2011.

Intégrant le nouvel environnement économique et financier de l'entreprise, le texte reconduit les grandes lignes du premier accord conclu pour la période 2007-2009 qui associait l'intéressement à la performance d'ensemble. La performance est entendue non seulement au sens financier mais également en termes d'engagements de service et de développement responsable.

1.3.5 Développement responsable

Le 25 mars dernier, a été signée entre l'Etat, l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) et La Poste la première convention cadre Etat - Entreprise. Elle porte sur 3 ans et s'inscrit dans le cadre du Grenelle de l'Environnement. Le groupe La Poste a pris des engagements selon trois axes :

- Diminution des émissions de CO2 liées au transport et à l'immobilier (- 12% par rapport au niveau 2007 d'ici à 2012) ;
- Développement du recours aux énergies renouvelables ;
- Sensibilisation à l'utilisation responsable du papier.

Les voitures électriques et les quads électriques ont été testés avec succès. Ils seront présentés à l'automne.

2. RESULTATS DU GROUPE LA POSTE

En millions d'euros	2008.06(*)	2009.06	Evolution		Evolution comparable (**)	
			en M€	en %	en M€	en %
Produits opérationnels	10 512	10 274	-238	-2,3%	-303	-2,9%
EBE	1 012	895	-117	-11,6%	-127	-12,5%
Résultat d'exploitation	683	453	-230	-33,7%	-247	-36,6%
Résultat financier	-123	-33	+90			
Impôt sur les résultats	-187	-121	66			
QP de résultat des sociétés mises en équivalence	112	93	-19			
Intérêts minoritaires	-4	-3	+1			
Résultat net part du Groupe	481	388	-93	-19,3%		

(*) après reclassements (cf. annexe aux comptes consolidés, note 6)

(**) à périmètre et change constants, hors variation de la provision épargne logement et hors modification du mode de rémunération des encours du Livret A

L'évolution des agrégats du compte de résultat a été corrigée des effets de périmètre, de change, de la variation de la provision épargne logement et de l'incidence de la modification du mode de rémunération des encours du Livret A afin de rendre compte de l'évolution de la performance intrinsèque du Groupe.

Comme cela avait été anticipé dans le Budget mais dans un contexte macroéconomique et financier plus dégradé que prévu, les résultats semestriels du Groupe sont inférieurs à ceux du 1^{er} semestre 2008.

La forte baisse d'activité subi par le Courrier et le Colis / Express est pour partie compensée par la mise en œuvre d'un plan de réduction de coûts et par la progression des résultats de La Banque Postale.

Ainsi, l'EBE du Groupe s'élève à 895 millions d'euros, en retrait de 127 millions d'euros¹ par rapport à l'exercice 2008 et en ligne avec les objectifs, alors que les produits opérationnels sont en baisse de 303 millions d'euros⁵.

Après comptabilisation des amortissements et des provisions, le résultat d'exploitation (REX) du Groupe s'établit à 453 millions d'euros, en baisse de 247 millions d'euros⁵ par rapport au 1^{er} semestre 2008 (- 37%). La marge opérationnelle s'établit ainsi à 4,4% au 30 juin 2009 contre 6,5% au 30 juin 2008.

Le résultat net part du groupe s'élève enfin à 388 millions d'euros en baisse de 93 millions d'euros compte tenu de charges financières nettes en réduction de 90 millions d'euros par rapport à celles du premier semestre 2008.

2.1 Des produits opérationnels en repli au Courrier et au Colis

En millions d'euros	2008.06	2009.06	Evolution		Evolution comparable (*)	
			en M€	en %	en M€	en %
Courrier	6 191	5 988	-203	-3,3%	-314	-5,0%
Colis/Express	2 327	2 157	-170	-7,3%	-106	-4,7%
Services Financiers	2 366	2 458	+93	+3,9%	+75	+3,2%
Autres secteurs et intercos	-371	-330	+42	-11,2%	+42	-11,3%
Produits opérationnels	10 512	10 274	-238	-2,3%	-303	-2,9%

(*) à périmètre et change constants, hors provision EL et hors modification du mode de rémunération des encours du Livret A. Les variations sont calculées sur des chiffres d'affaires y compris intra-groupe.

Les produits opérationnels du Groupe s'élèvent à 10,3 milliards d'euros au 30 juin 2009, en repli de 2,3% par rapport au 30 juin 2008. Les effets périmètre et change ainsi que la variation de la provision Epargne Logement et l'incidence de la modification du mode de rémunération des encours du Livret A doivent être corrigés pour apprécier l'évolution de l'activité réelle des différents métiers de La Poste.

- La contribution des nouvelles filiales acquises au cours du second semestre 2008 ou au 1^{er} semestre 2009 s'élève à +84 millions d'euros avec notamment l'entrée dans le périmètre de consolidation de la filiale Extelia (à Sofipost) et des nouvelles filiales espagnoles de GeoPost ;
- De fortes fluctuations ont été enregistrées dans les parités de change entre l'euro, la livre britannique, le dollar et les devises européennes d'Europe de l'Est, induisant un écart de change négatif de - 37 millions d'euros sur le chiffre d'affaires, notamment sur les activités Express ;
- La variation sur provision Epargne Logement s'élève à + 37 millions d'euros, La Banque Postale enregistrant au 30 juin 2009 une reprise supérieure de 43 millions d'euros à celle constatée au juin 2008 (6 M€) ;
- Enfin, la modification du mode de rémunération des encours du Livret A a un impact de -20 millions d'euros sur le Produit Net Bancaire de La Banque Postale.

¹ A périmètre et change constants, hors variation de la provision Epargne logement et hors incidence de la modification du mode de rémunération des encours du Livret A.

Corrigés de ces effets, les produits opérationnels du Groupe accusent une baisse de 2,9 % par rapport au 1^{er} semestre 2008 :

- Le Courrier et le Colis / Express voient leurs chiffres d'affaires baisser respectivement de -5% et de - 4,7 % en raison notamment de la baisse des volumes,
- alors que le PNB de la Banque Postale est en hausse de 3,2 %.

Les autres secteurs d'activités recouvrent l'Enseigne et les centres de moyens du groupe, dont le chiffre d'affaires externe est non significatif, ainsi que les écritures d'élimination des facturations entre secteurs d'activités du groupe. Ces facturations ont baissé de 41 millions d'euros entre 2008 et 2009.

2.2 Des charges opérationnelles en baisse

En millions d'euros	2008.06	2009.06	Evolution		Evolution comparable (*)	
			en M€	en %	en M€	en %
Charges de fonctionnement (1)	-3 119	-3 054	64	-2,1%	+80	-2,5%
Charges de personnel	-6 357	-6 424	-67	+1,1%	-28	+0,4%
Amortissements, dépréciations et autres provisions (2)	-353	-336	17	-4,8%	10	-2,8%
Résultat des cessions d'actifs	-2	-7	-5	ns	-5	ns
Charges opérationnelles	-9 830	-9 821	9	-0,1%	56	-0,6%

(1) Achats et autres charges, Impôts & taxes, Autres charges & produits opérationnels hors coût du risque et créances irrécouvrables

(2) Amortissements et provisions, coût du risque et créances irrécouvrables

(*) A périmètre et change constants

Face à la dégradation généralisée de l'environnement économique, toutes les entités du groupe La Poste ont mis en place des programmes de réduction des coûts. Les charges opérationnelles du Groupe s'établissent à 9,82 milliards d'euros. A périmètre et change constants, elles sont en recul de 56 millions d'euros.

- Les charges de fonctionnement s'élèvent à 3,05 milliards d'euros, en baisse de 2,5 % par rapport à juin 2008 à périmètre et change constants. Cette évolution exprime d'une part la capacité des métiers du Groupe à variabiliser une partie de leurs charges en fonction de leur activité et, d'autre part, les premiers effets des plans d'économie transverses mis en œuvre au 1^{er} semestre.

- Les charges de personnel s'établissent à 6,4 milliards d'euros à fin juin 2009 en hausse de 0,4% par rapport à juin 2008, toujours à périmètre et change constants.

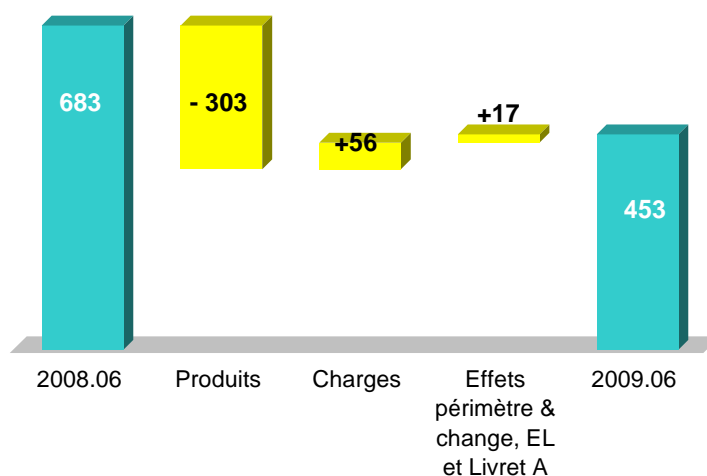
- Les amortissements, dépréciations et autres provisions ressortent à - 336 millions d'euros fin juin 2009. La diminution de ce poste de 10 millions d'euros, à périmètre et change constants, résulte de deux effets contraires : d'un côté, une augmentation des amortissements nets de 36 millions d'euros liée à la montée en charge des programmes d'investissement en cours et une augmentation du coût du risque bancaire pour 11 millions d'euros ; de l'autre, des reprises nettes de provisions de 64 millions d'euros.

- Les résultats des cessions d'actifs ressortent à - 7 millions d'euros. Il s'agit de la constatation de moins-values de cessions sur ventes de véhicules (pour environ 5 millions d'euros) et de matériels.

2.3 Un résultat d'exploitation en repli

Le résultat d'exploitation consolidé s'élève à 453 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 683 millions d'euros un an plus tôt. La marge d'exploitation ressort à 4,4 % au 30 juin 2009, contre 6,5 % au 1^{er} semestre 2008.

En millions d'euros



2.4 Des charges financières en diminution

Les charges financières nettes s'élèvent à -33 millions d'euros au 30 juin 2009, en diminution de 90 millions d'euros par rapport à la mi-année 2008.

L'enregistrement dans les comptes du coût de l'endettement financier net est proche de zéro au 30 juin 2009 contre une charge nette de 94 millions d'euros au 30 juin 2008. Le coût net des intérêts payés par La Poste (118 millions contre 136 millions au 30 juin 2008) est compensé par un produit net de 106 millions d'euros représentant la valorisation dite à « juste valeur » de la dette obligataire de La Poste et de ses instruments de couverture, conformément aux normes IFRS en vigueur, et par 14 millions d'euros de produits de trésorerie.

Quand elle est intervenue sur les marchés financiers en février dernier, La Poste avait vu sa notation dégradée par S&P's le 20 janvier 2009 de AA- à A+. La valorisation de ses emprunts intègre désormais une « marge de crédit », rémunération demandée par les prêteurs en contrepartie du risque de crédit encouru. En application des normes comptables internationales, ce coût doit être pris en compte dans l'appréciation de la valeur de la dette. La revalorisation de la dette constitue donc un produit qui sera progressivement annulé au cours des exercices ultérieurs (en l'absence de nouvelle variation significative du spread de crédit de La Poste) au fur et à mesure que ces anciens emprunts arriveront à maturité et seront refinancés.

Les autres charges financières s'élèvent à - 35 millions d'euros au 30 juin 2009 contre - 28 millions d'euros à mi-2008. Ces charges concernent essentiellement la comptabilisation de la charge d'actualisation des engagements du groupe vis-à-vis de son personnel.¹

2.5 Les autres éléments du compte de résultat

Le groupe La Poste enregistre une charge d'impôts sur le résultat de 121 millions d'euros contre 187 millions d'euros au 30 juin 2008, soit une moindre charge de 66 millions d'euros. Calculée sur la base du taux effectif estimé de la période, appliqué au résultat comptable retraité des principales différences permanentes, cette baisse traduit le repli du résultat du Groupe.

La quote-part des sociétés mises en équivalence, pour l'essentiel CNP Assurances, s'établit à 93 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 112 millions d'euros au 30 juin 2008, soit une diminution de -19 millions d'euros, dont -15 millions d'euros pour CNP Assurances.

2.6 Le résultat net (part du groupe) s'établit à 388 millions d'euros.

Après déduction des intérêts minoritaires, le résultat net part du Groupe passe de 481 millions d'euros au premier semestre 2008 à 388 millions d'euros fin juin 2009, soit une baisse de 93 millions d'euros (-19%).

3. RESULTATS PAR SECTEUR D'ACTIVITE

Le résultat d'exploitation du Groupe est ventilé conformément au reporting de gestion interne par secteurs d'activité.

Le Courrier, le Colis/Express et les Services Financiers correspondent aux centres de profit du Groupe. L'Enseigne est constituée du réseau des bureaux de poste : elle représente le canal de distribution grand public privilégié du Groupe et concentre des moyens significatifs pour assurer ce rôle.

Les autres secteurs regroupent les filiales des directions de moyens du Groupe (Immobilier, Centre de services partagés) et l'Etat-Major du Groupe.

En millions d'euros	2008.06	2009.06	Evolution		Evolution comparable	
			en M€	en %	en M€	en %
Courrier	418	212	-205	-49%	-212	-50%
Colis/Express	159	156	-3	-2%	+3	+2%
Services Financiers	239	305	+66	+28%	+48	+21%
L'Enseigne	64	-84	-147	ns	-147	ns
Autres secteurs & Tête de Groupe	-197	-136	+60	+30%	+60	+30%
Résultat d'exploitation	683	453	-230	-34%	-247	-37%

¹ il s'agit de la dés-actualisation sur 6 mois des provisions RH (avantages postérieurs à l'emploi et avantages à long terme). Les normes IFRS laissent le choix de passer cette charge soit en résultat d'exploitation, soit en résultat financier ; le choix du Groupe a été de la passer en résultat financier.

3.1 Le Courrier

3.1.1 Faits marquants

- ***Développement du programme de modernisation du Courrier***

Déploiement du programme « Cap Qualité Courrier »

Le premier semestre 2009 voit le déploiement de CQC parvenir à maturité avec 13 ouvertures de plates-formes industrielles qui viennent compléter les 8 déjà opérationnelles. Ces plates-formes sont équipées de la dernière génération des machines de tri fonctionnant avec le système TAE (Traitement Automatisé de l'Enveloppe). Elles ont également été construites ou rénovées avec des exigences environnementales importantes (isolation, récupérateurs d'eau, énergie solaire).

11 nouvelles ouvertures sont prévues sur le reste de l'année 2009. Ainsi, à fin 2009, 80% du territoire sera couvert par CQC.

Ces investissements contribuent directement à l'amélioration continue de la qualité de service aux clients. Le délai de distribution de la lettre J+1 tous flux confondus est de 84,6% à fin juin 2009, soit une progression de 0,8 point par rapport à juin 2008. Sur l'offre Tempost G2, le résultat de 96,5% dépasse l'engagement clients de 95%.

Développement des services clients et modernisation de l'offre

Le Courrier renouvelle adapte son offre produits avec par exemple le lancement de la PAP lettre suivie (en remplacement en partie de l'offre Distingo) qui offre une possibilité de suivi aux clients ou encore la mise en place du site internet Montimbrenligne.fr qui propose des affranchissements personnalisés en ligne. Enfin, dans le cadre d'une démarche globale du groupe, le Courrier a ouvert en février 2009 une plate-forme d'Appel Service Consommateurs à Mâcon qui regroupe 74 collaborateurs. Les 5 plates-formes du Courrier (Agen, Digne, Gap, Vannes et Mâcon) sont désormais ouvertes.

Autres évènements marquants

Le Courrier poursuit son engagement de développement durable à travers la formation éco conduite en interne (42.000 postières et postiers formés fin juin 2009) et en externe avec la signature d'une convention avec la préfecture du Languedoc-Roussillon en février 2009.

3.1.2 Evolutions de périmètre au sein de Sofipost, holding des filiales du Courrier

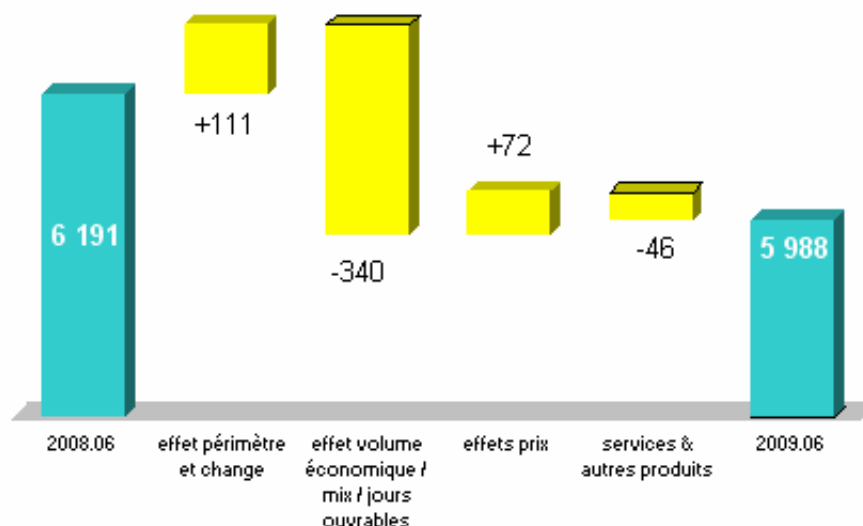
Le Courrier engage son implantation européenne avec le lancement en début d'année de Mediapost Espagne constituée à partir de l'acquisition de 5 sociétés régionales qui interviennent sur le marché du marketing direct et du courrier publicitaire. Cette acquisition représente 25 millions d'euros de chiffre d'affaires et 500 millions d'imprimés publicitaires en 2008.

En mars 2009, l'achat de Hit Mail (7,8 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2008), renommée Mediapost Hit Mail, marque l'entrée du groupe sur le marché publicitaire roumain qui présente de bonnes perspectives de développement.

Enfin, au cours du premier semestre 2009, Docapost a repris l'activité d'éditique du groupe Yves Rocher ce qui s'est traduit par la reprise de quatre sites de production employant 360 personnes et traitant un volume moyen de 500 millions de plis par an.

3.1.3 Une activité commerciale en baisse par rapport au premier semestre 2008

En millions d'euros



Le chiffre d'affaires consolidé aux bornes du Courrier s'élève à 5,99 milliards d'euros en juin 2009, en diminution de - 3,3% par rapport à 2008 (soit - 203 millions d'euros). A périmètre et change constants, la baisse du chiffre d'affaires, aux bornes du Courrier, est de - 5%.

Produits réalisés avec les autres secteurs d'activités du groupe

Le chiffre d'affaires du Courrier réalisé avec les autres entités du groupe La Poste s'élève à 319 millions d'euros. Ce chiffre d'affaires comprend essentiellement les produits facturés à La Banque Postale (courrier de gestion) et les prestations de services vendues aux autres secteurs d'activité et notamment le Colis (prestations de transport). Ces produits sont en baisse de -38 millions d'euros, cohérente avec la baisse d'activité de ces secteurs.

Effets périmètre et change

Les effets périmètre et change aux bornes du secteur Courrier s'élèvent respectivement à +105 M€ et +6 M€. Ils sont constitués des acquisitions 2009 (Mediapost Roumanie et la reprise de l'activité éditique d'Yves Rocher) et de l'effet au premier semestre 2009 des acquisitions réalisées courant 2008 (Extelia, Mediapost Espagne et Portugal, BTB...).

Chiffre d'affaires lié aux affranchissements

L'évolution des volumes économiques sur le premier semestre atteint - 6,2% (-5,5% hors effet jours ouvrables) par rapport au premier semestre 2008. Le rythme de cette baisse est sans précédent en France. Elle provient :

- de la rationalisation des envois des administrations et des entreprises
- d'un effet de substitution technologique, également structurel, liée à la montée de l'internet haut débit,
- de l'impact sur l'activité commerciale et industrielle de la dégradation générale de l'environnement économique, dont les effets sont en partie conjoncturels (par exemple la très

forte dégradation du marché publicitaire), mais aussi en grande partie susceptibles d'être pérennes.

La baisse des volumes économiques correspond ainsi à une perte de 340 millions d'euros de chiffre d'affaires sur le semestre et comprend :

- une baisse du volume économique intrinsèque pour -302 M€, dont -242 M€ au titre de la baisse des trafics (-4,4%), et un effet mix négatif calculé à - 60 millions d'euros (-1,1%) qui correspond à une descente en gamme des ventes (Lettre Prioritaire vers l'Ecopli, Presse urgente vers Presse non Urgente, Lettre Recommandée vers Lettre Expert...). D'autre part, le remplacement de la gamme Postimpact par les produits Destineo pèse sur l'effet mix ;
- un effet jours ouvrables négatif de - 38 millions d'euros (-1 jour, soit -0,7%).

Les effets prix intervenus au 1^{er} semestre représentent une augmentation moyenne de + 1,3% du chiffre d'affaires. Ces hausses incluent notamment la hausse du prix du timbre de 1 centime au 1^{er} mars 2009 (impact sur les trafics égrenés, industriels et publicitaires). Ces effets sont estimés à +72 millions d'euros sur le premier semestre 2009.

Services à la clientèle et autres produits

Les services et autres produits sont en baisse de -46 millions d'euros hors périmètre et change. Les services connaissent un développement favorable, mais les autres produits, notamment constitués des prestations de services pour les autres métiers, baissent du fait d'une révision des prix des prestations internes et de la baisse de volume des colis triés et distribués par le Courrier.

3.1.4 Un résultat d'exploitation en baisse malgré une maîtrise accrue des charges

En millions d'euros	2008.06	2009.06	Var.		Evolution comparable	
			en M€	en %	en M€	en %
Chiffre d'affaires	6 191	5 988	- 203	-3,3%	-314	-5,0%
Charges	-5 773	-5 776	- 3	0,0%	+103	-1,7%
REX	418	212	- 206	-49,2%	-212	-49,9%
Marge opérationnelle	6,7%	3,5%		-3,2 pts		

Le résultat d'exploitation consolidé du secteur Courrier s'établit à 212 millions d'euros au premier semestre 2009, en baisse de 49% par rapport à 2008. La marge d'exploitation est de 3,5%, presque divisée par deux par rapport au premier semestre 2008.

Le résultat d'exploitation de Sofipost est de 19,3 millions d'euros, soit une amélioration de 1,3 M€ par rapport à 2008, malgré un environnement économique peu porteur.

Un plan d'économies a été lancé au cours du semestre avec un objectif de variabiliser au maximum les charges en fonction de l'évolution des volumes d'activité. Au sein de la maison-mère, ce plan a pu compenser à hauteur de près d'un tiers la baisse des volumes traités ainsi que les effets de mix. L'objectif est d'améliorer mois après mois cet indicateur.

3.2 Le Colis et l'Express

3.2.1 Faits marquants et évolutions de périmètre

- *Services clients et modernisation de l'offre*

ColiPoste a étoffé début juin son offre à l'international en lançant le Colissimo à date de livraison garantie, évaluée par un calculateur de délais entre les codes postaux des lieux de dépôts et de livraison. Cette évolution concerne les 15 destinations qui représentent environ 70% des envois internationaux.

Chronopost, la filiale express française de GeoPost innove en lançant de nouveaux produits destinés à la clientèle entreprise comme au particulier. Le « Chrono Temp », lancé en mars, permet le transport et la livraison express de produits frais de moins de 30 kg dans toute la France. En avril, Chronopost a également lancé une offre de livraison express spécifique aux vétérinaires et aux laboratoires d'analyse pour le transport d'échantillons médicaux avec une livraison garantie le lendemain avant 13 h partout en France. Enfin, le nouvel emballage « Chrono KDO », lancé fin mai, est un colis Prêt-à-Expédier dédié aux envois de moins de 3 kg et livré en France le lendemain avant 13h. Il cible les particuliers désirant expédier leurs cadeaux de dernière minute ou les professionnels envoyant des cadeaux clients.

La gamme de services disponibles sur internet est également étendue; le site colissimo.fr de ColiPoste a élargi son offre en ligne. Depuis mi-janvier, trois nouveaux services dédiés à l'affranchissement vers l'Outre-mer et vers l'International ont été créés. Le site couvre désormais l'ensemble des destinations au départ de la France métropolitaine. Depuis le 2 juin, l'affranchissement en ligne aux entreprises est possible. Les professionnels peuvent préparer et éditer en ligne leurs bordereaux de transport.

Chronopost a également mis en place en mars un système innovant de remise commerciale automatique en ligne, dont le taux est progressif selon les volumes confiés. Destiné aux professionnels, il calcule automatiquement la remise qui apparaît ensuite sur la facture mensuelle du client.

- *Consolidation du réseau et investissements industriels*

La consolidation du réseau de distribution de ColiPoste se poursuit avec l'ouverture de 4 nouvelles consignes automatiques Cityssimo : 1 en province et 3 en région parisienne, portant à 28 le nombre de sites ouverts sur le territoire national.

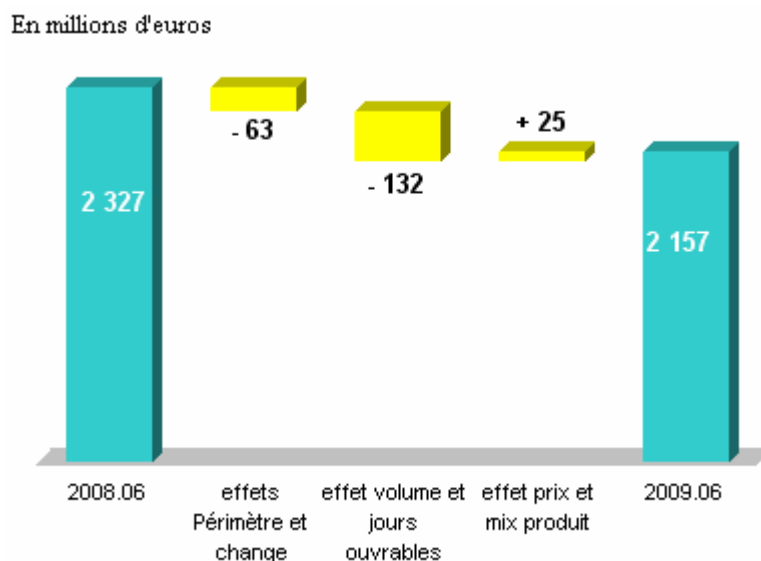
Grâce à 4 nouveaux dépôts ouverts en avril au Moyen-Orient et en Europe de l'Est, GeoPost continue le déploiement de son réseau régional DPD. Ces ouvertures situées sur des marchés en croissance (un dépôt dans les Emirats Arabes Unis, deux en Ukraine et un en Russie) permettront le traitement de volumes supplémentaires ainsi que l'amélioration de la qualité de service et de la rentabilité.

- *Evolutions de périmètre*

GeoPost a acheté en avril 2009 5 nouvelles franchises en Espagne. Ces acquisitions à Albacete, Cordoue, Palencia, Teruel et Carthagène représentent un chiffre d'affaires global de 25 millions d'euros annuels. Ces acquisitions portent à 14 le nombre de franchises détenues par GeoPost et s'inscrivent dans une stratégie à long terme sur un marché à la rentabilité élevée.

Début février, GeoPost s'est enfin implanté en Inde en fondant, avec la société indienne Continental Air Express, une co-entreprise : DPD Continental India. GeoPost détient 60% de cette nouvelle société implantée à New Delhi et opérant sous la marque internationale DPD.

3.2.2 Une activité commerciale marquée par la crise économique



Le chiffre d'affaires Colis reste réalisé pour l'essentiel en France sur les segments B to C et C to C avec un engagement de service à J+2. Les activités Express en France et à l'étranger, sont logées dans la filiale GeoPost qui intervient essentiellement sur le segment B to B.

Le chiffre d'affaires de l'activité Colis/Express s'établit à 2 157 millions d'euros dont 674 M€ pour le Colis et 1 483 M€ par GeoPost. La contribution de l'activité au chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 2 145 millions d'euros, après élimination des produits intersecteurs pour 12 millions d'euros qui concernent principalement les prestations de service réalisées par ColiPoste pour le compte du Courrier.

Effets périmètre et change

Les effets périmètre s'élèvent à -20 millions d'euros et sont principalement liés à la cession de Taxicolis en juin 2008 (-25 M€), et à l'acquisition des 5 nouvelles franchises espagnoles Seur (+5 M€). Les effets de change ont un impact défavorable de -43 M€ et concernent principalement la filiale de GeoPost au Royaume-Uni avec la dépréciation de la livre sterling par rapport à l'euro.

Hors effet de périmètre et de change, la baisse du chiffre d'affaires est de -4,7%.

Effet Volume

L'effet volume a un impact négatif de -132 millions d'euros sur le chiffre d'affaires. Le secteur a connu une baisse importante d'activité sur le 1^{er} semestre, dont un effet jours ouvrables de -32 millions d'euros (-1,4%).

ColiPoste a subi une baisse globale de volumes de -9,1% contrastée selon les produits. Les ventes de ColiEco « non suivi » sont en baisse de -37% et le C to C recule de -1,8% après plusieurs années de

croissance. A l'inverse, le segment du B to C « suivi » progresse de +5,6%, soutenu par la forte progression du e-commerce.

Les volumes de GeoPost sont pour leur part en baisse de -4,6% par rapport au premier semestre 2008. Le ralentissement de l'activité touche particulièrement l'Allemagne (-6%), le Royaume-Uni (-6%) et l'Espagne (-13%). Les filiales françaises résistent mieux avec un effet volume quasi stable compte tenu d'une conjoncture économique plus favorable et de gains de parts de marché.

Effet Prix et Mix produits

Les effets prix et mix produits pour le secteur Colis/Express s'élèvent à +25 millions d'euros, solde d'effets négatifs de -20 M€ pour GeoPost et positifs pour +45 M€ pour ColiPoste.

La crise économique et la contraction du marché a entraîné une érosion des prix moyens pratiqués par GeoPost (environ -1,1%). En parallèle, la faiblesse du prix du baril a entraîné une baisse de la taxe carburant facturée aux clients (qui n'impacte pas la marge mais le chiffre d'affaires).

ColiPoste a bénéficié des hausses tarifaires pratiquées courant mars sur les professionnels et le grand public. L'évolution de la composition des ventes apporte un gain significatif puisque le ColiEco, moins rémunérateur, baisse plus fortement que le Colissimo dont la gamme de service associée justifie un tarif plus élevé.

Qualité de service

La qualité de service du Colis est en progression (93,5% de distribution à J+2 en national contre 92,4 % en 2008), tout comme celle de GeoPost (96,3 % de qualité sur le Chrono 13 contre 95,1 % en 2008).

3.2.3 Une marge opérationnelle stable

En millions d'euros	2008.06	2009.06	Var.		Evolution comparable	
			en M€	en %	en M€	en %
Chiffre d'affaires	2 327	2 157	- 170	-7,3%	-106	-4,7%
Charges	-2 168	-2 001	+ 168	-7,7%	+109	-5,2%
REX	159	156	- 3	-1,6%	+3	+2,1%
Marge opérationnelle	6,8%	7,2%		+0,4 pt		+0,5 pt

Le résultat d'exploitation consolidé du Colis/Express s'établit à 156 millions d'euros en juin 2009. A périmètre et change constant, il progresse de +2,1% par rapport à juin 2008

Les charges d'exploitation enregistrent une baisse de -5,2 % à périmètre et change constants, grâce à un niveau important de charges variables par rapport aux volumes traités et à la mise en oeuvre de plans d'économie efficaces.

Le taux de marge opérationnelle s'établit à 7,2%, en progression de 0,4 point par rapport au 30 juin 2008.

3.3 Activités bancaires

Ce secteur d'activité regroupe, dans le reporting interne du Groupe, La Banque Postale et le Groupement de moyens intégré à La Poste.

3.3.1 Faits marquants

Dans un contexte de récession sévère dans les pays développés sur ce début d'année, La Banque Postale a su résister aux turbulences et faire preuve, encore une fois de sa solidité.

Malgré une ouverture à la concurrence du Livret A depuis le 1er janvier 2009, ainsi que la baisse des taux règlementés, La Banque Postale a réussi à maintenir des niveaux de collecte satisfaisants.

Par ailleurs, elle affirme son dynamisme commercial en lançant sa nouvelle Offre d'entrée en relation et en réalisant des surperformances par rapport au marché sur certains secteurs. Elle poursuit également activement sa politique de partenariat.

- *Nouvelles offres commerciales*

La Banque Postale a présenté fin mars une offre originale de produits et services bancaires et d'assurance pour accompagner le développement des activités des auto-entrepreneurs dont le nombre au niveau national a dépassé 200 000 à la fin du semestre. Ce positionnement sur le segment des entrepreneurs individuels correspond à la vocation de LBP dans l'accompagnement des particuliers dans les différents domaines de leurs besoins bancaires.

La Banque Postale a également lancé le 4 mai 2009 sa nouvelle offre commerciale en vue de conquérir de nouveaux clients, de renouveler les propositions faites aux clients existants et de répondre plus spécifiquement aux besoins et attentes des jeunes. La Banque Postale met l'accent sur le choix et la personnalisation du type de relation que chacun souhaite adopter en fonction de son mode de vie, de ses attentes vis-à-vis du monde bancaire et de ses connaissances des questions financières.

- *Extension de la gamme des produits et services*

En mars, La Banque Postale a décidé d'entrer en négociation exclusive avec l'assureur mutualiste « Groupama » pour lancer son offre dans l'assurance dommages.

De ce partenariat devrait naître une co-entreprise spécialisée, dont La Banque Postale sera l'actionnaire majoritaire.

Par ailleurs, La Banque Postale et La Mutuelle Générale ont annoncé en mai leur décision d'entrer en discussion exclusive en vue de conclure un partenariat dans le domaine de l'assurance santé. Ce dernier s'articulerait également autour d'une filiale commune, détenue également majoritairement par La Banque Postale.

La conclusion des accords définitifs concernant ces deux partenariats devrait intervenir avant la fin de l'année en cours. Ils témoignent de l'attractivité de La Banque Postale et de la volonté d'approfondir une stratégie de développement fondée sur des alliances ciblées dans des segments d'activité toujours cohérents avec son positionnement vis-à-vis des particuliers.

3.3.2 Une activité commerciale maintenue dans un contexte perturbé

Après une année 2008 atypique avec un niveau de collecte exceptionnel, La Banque Postale enregistre une collecte nette sur le premier semestre 2009 en décroissance par rapport à 2008 mais

relativement maîtrisée compte tenu du contexte : banalisation du livret A, baisse des taux courts, poursuite de la crise financière, aversion pour les produits financiers, marché immobilier atone.

Dans le contexte difficile de la fin d'année 2008, La Banque Postale est apparue comme un partenaire bancaire sûr et solide et a su tirer partie de ce capital confiance en captant de nouveaux clients. Le nombre de clients actifs a ainsi augmenté de 3,4% sur le premier semestre 2009 par rapport à 2008.

Malgré une conjoncture défavorable, les crédits immobiliers mis en force progressent de 9% par rapport au 1er semestre 2008. La Banque Postale enregistre notamment des performances très satisfaisantes sur l'épargne logement. La baisse des taux courts rend ce produit de nouveau très attractif. De même, la collecte nette d'Assurance vie enregistre une forte progression de plus d'1 milliard d'euro sur le premier semestre, les épargnants recherchant des placements sûrs et plus rémunérateurs.

▪ *Evolution des encours d'épargne*

En milliards d'euros	2008.06	2009.06	Evolution	
			en Md€	en %
Dépôts à vue	40,1	41,9	1,8	+4,4%
Epargne intermédiée	37,5	33,9	-3,6	-9,6%
Epargne centralisée	66,2	73,4	7,2	+10,9%
Epargne commissionnée	111,0	126,3	15,4	+13,8%
Encours gérés	254,8	275,5	20,7	+8,1%

Les encours progressent de 20,7 milliards d'euros entre juin 2008 et juin 2009. L'épargne centralisée a fortement crû avec la collecte exceptionnelle de fin d'année 2008. L'épargne commissionnée comprend notamment les OPCVM distribués en direct par LBP AM.

Par ailleurs, le Livret de Développement Durable est de nouveau centralisé à 100% à la Caisse des Dépôts et Consignations (contre une centralisation à 25% en juin 2008).

Les encours du LDD et du Livret A sont dorénavant comptabilisés au bilan (comptes d'épargne à régime spécial au passif, prêts sur établissement de crédit à vue à l'actif). Cette modification est sans impact sur le résultat du groupe mais se traduit par une augmentation de 59 milliards d'euros de la taille de son bilan au 30 juin 2009 par rapport au 31 décembre 2008.

▪ *Evolution des encours de crédits*

En milliards d'euros	2008.06	2009.06	Evolution	
			en Md€	en %
Encours de crédits	24,9	29,4	4,5	+18,0%

La Banque Postale, dans un contexte de retournement du marché accéléré par la crise financière de l'automne 2008 renouvelle une excellente performance sur le premier semestre 2009 avec un niveau de crédits mis en force de 3,6 milliards d'euros, soit une progression de 9% par rapport à 2008.

3.3.3 Un Produit Net Bancaire (PNB) et une marge en progression hors éléments non récurrents

En millions d'euros	2008.06	2009.06	Var.		Evolution comparable (*)	
			en M€	en %	en M€	en %
PNB	2 366	2 458	+93	+3,9%	+75	3,2%
Charges d'exploitation	-2 114	-2 132	-17	+0,8%	-17	0,8%
RBE	251	327	+75	+30,0%	+57	23,4%
Coût du risque	-11	-22	-11	ns	-11	ns
REX	239	305	+66	27,4%	+48	20,4%
Coefficient d'exploitation LBP	89,7%	86,7%		-3,0 pts		-2,0 pts

(*) hors variation provision EL et hors modification du mode de rémunération des encours du Livret A

▪ Evolution du PNB

Le PNB des Services Financiers s'élève à 2 458 millions d'euros. Il progresse de +93 millions d'euros soit 3,9% par rapport à la même période de 2008.

La variation de provision Epargne Logement a un effet positif de 37 millions d'euros sur le PNB (la reprise de provision s'élevait à +6 millions d'euros à fin juin 2008 contre +43 millions d'euros à fin juin 2009).

La banalisation du Livret A a également eu pour conséquence de définir un nouveau mode de calcul de rémunération de ce dernier. Cet effet se chiffre à -20 millions d'euros.

Après neutralisation de cette provision Epargne Logement ainsi que de l'effet de banalisation du Livret A, le PNB progresse de 3,2%.

En millions d'euros	2008.06	2009.06	Evolution	
			en M€	en %
Marge d'intérêts & produits assimilés	1 135	1 206	+71	+6,3%
Produits sur épargne centralisée	372	395	+23	+6,2%
Commissions	835	817	-18	-2,1%
Autres produits nets	24	40	+16	+66,7%
Produit net bancaire	2 366	2 458	+93	+3,9%

Marge d'intérêt et produits assimilés

La marge d'intérêt et produits assimilés enregistre le solde des intérêts sur crédits, dépôts non centralisés, mouvement sur provision Epargne Logement et produits sur portefeuille financier.

Elle progresse de 71 millions soit +6,3%. Cette évolution masque des évolutions contrastées :

- Au 30 juin 2009, la reprise de provision Epargne Logement s'établit à 43 millions d'euros, soit une évolution de +37 millions d'euros par rapport à 2008. Le modèle de calcul de la provision a fait notamment l'objet d'une réactualisation importante.
- Les activités de marchés présentent des produits en baisse de 189 millions d'euros sur les portefeuilles HTM (Actifs détenus jusqu'à l'échéance) et AFS (actifs disponibles à la vente).
- Les produits d'intérêts sur crédit clientèle connaissent une forte progression (+18,5%) en lien avec la bonne performance de La Banque Postale sur le marché du crédit immobilier qui se confirme cette année.
- Parallèlement, les charges d'intérêts versés à la clientèle diminuent fortement par rapport à 2008 (108 millions d'euros), en lien avec les baisses successives des taux associées à une décollecte sur l'épargne logement.

Produits sur épargne centralisée

La rémunération sur encours centralisés (Livret A, LEP, LDD centralisé) s'élève à 394 millions d'euros, en hausse de 23 millions d'euros, soit 6,2% par rapport à 2008. Cette progression s'explique notamment par le niveau d'encours exceptionnel du livret A à fin 2008 et compense les mouvements de décollecte liés à la banalisation du Livret A et à la baisse des taux réglementés depuis le début 2009.

Commissions

Les commissions s'élèvent à 817 millions d'euros, et enregistrent une baisse de 18 millions d'euros par rapport à 2008. Ces produits recouvrent les commissions sur assurances, sur OPCVM et titres financiers et les commissions sur services à la clientèle. Ce sont essentiellement les commissions sur OPCVM, titres et gestion d'actifs qui enregistrent cette baisse, notamment du fait de la baisse des encours détenus en actions dans le contexte de la crise financière. Cette baisse n'est que partiellement compensée par la progression des commissions sur services à la clientèle (+2,3% sur la période).

▪ *Evolution du Résultat Brut d'Exploitation*

Les charges d'exploitation des Services Financiers sont en hausse de 17 millions d'euros par rapport au premier semestre 2008. La Banque Postale a continué de développer ses projets informatiques et ses partenariats mais a bénéficié d'une économie significative sur les coûts de distribution et de structure issus du réseau des bureaux de poste.

Le RBE s'établit à 327 millions d'euros au premier semestre 2009. Hors variation de provision Epargne logement et hors effet de la banalisation du Livret A, il progresse de 58 millions d'euros. Le coefficient d'exploitation s'établit à 86,7% en 2009, soit une amélioration de 3 points. A conditions comparables, il s'améliore de 2,1 points.

▪ *Evolution du coût du risque*

Le coût du risque progresse de 11 millions d'euros par rapport au premier semestre 2008 du fait de la hausse des risques sur comptes et sur les crédits immobiliers.

3.4 L'Enseigne

3.4.1 Faits marquants

- *Adaptation et modernisation du réseau*

485 nouveaux points de contact en partenariat ont été créés au premier semestre 2009, ce qui porte le nombre de partenariats à 6 145 au sein d'un réseau comptant toujours le même nombre de points de contact avec la clientèle (17 095 contre 17 082 à fin 2008).

L'Enseigne poursuit également la restructuration immobilière de son réseau avec 51 bureaux de poste modernisés livrés sur le premier semestre 2009 (versus 74 sur le premier semestre 2008) et surtout 160 « rafraîchissements ».

- *La relation clientèle au cœur du métier de l'Enseigne*

Un Centre de Relation Clients érigé en direction a été créé en mai 2009. Cette direction à compétence nationale a pour vocation d'unifier les différents services de relation clients en homogénéisant leur activité et en renforçant la mutualisation des moyens et des ressources. Cette direction est organisée autour de 4 centres de relation clients "cœur", auxquels sont rattachés des CRC "satellites". Les principales missions de cette direction portent notamment, dans le cadre du « 3631 », sur le traitement des demandes d'information des clients relatives au fonctionnement et à l'offre de produits et services commercialisés dans les bureaux de poste, ainsi que sur la prise en charge des questions et réclamations.

Le concept de bureau de poste baptisé « Espace Service Client » a été mis en place au cours du premier semestre 2009. Il propose un nouveau modèle d'accueil et de conseil à la vente qui doit faire passer l'Enseigne d'un service uniforme centré sur le guichet, générant des files d'attente, à un modèle moderne, multi canal fondé sur un service personnalisé, réduisant le temps d'attente et les tâches de guichet. 62 bureaux « ESC » ont été mis en place à fin juin 2009 dont 42 à Paris.

3.4.2 L'activité commerciale de L'Enseigne

En millions d'euros	2008.06	2009.06	Evolution	
			en M€	en %
Produits Courrier	1 076	1 029	-47	-4,4%
Produits Colis/Express	230	230	-1	-0,4%
Autres produits	12	13	+1	+8,3%
Ventes de l'Enseigne	1 318	1 271	-47	-3,6%
Collecte nette	2 854	-713	-3 567	
Crédits immobiliers	3 265	3 542	+277	

L'Enseigne joue un rôle important dans la distribution au grand public des différents produits et services du groupe La Poste. Elle est en première ligne dans le conseil et la vente des services financiers pour le compte de La Banque Postale et est à l'origine de la plus grande part de la collecte de l'établissement et de la production de crédits. Elle commercialise plus de 29% du chiffre d'affaires

de ColiPoste, plus de 18% du chiffre d'affaires Courrier et près de 13% du chiffre d'affaires Chronopost.

La baisse des affranchissements dans les bureaux de poste se poursuit malgré de très bons résultats sur la philatélie et la vente de « prêts à poster ». Sur le secteur Colis/Express, la baisse de -1 million d'euros se décompose en une progression des ventes Colis de + 1,8 millions d'euros (soit +1%) et une baisse importante des ventes de Chronopost (-3 millions d'euros soit - 7,5%).

En outre, l'Enseigne propose une offre propre composée de produits tiers (cartes téléphoniques, papeterie...) et de services à la personne dont le chiffre d'affaires, constitué essentiellement de commissions perçues sur le chiffre des ventes, atteint 13 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 12 millions d'euros en 2008, soit une progression de +5,9%.

Sur les activités bancaires, le premier semestre est marqué par une légère décollecte (- 713 M€) dépendant en grande partie de la saisonnalité, alors que l'année 2008 se situait à un niveau exceptionnel (+ 2 854 M€).

En revanche, les crédits immobiliers continuent de progresser sur 2009 (+ 8,5% par rapport au 1^{er} semestre 2008).

Du côté des engagements clients, l'Enseigne a atteint l'objectif de réduction du délai d'attente moyen pour l'ensemble des opérations sur son réseau fixé à 9 minutes, puisque celui-ci s'établit à moins de 8 minutes au premier semestre.

3.4.3 Un résultat en forte baisse par rapport à 2008

En millions d'euros	2008.06	2009.06	Var.		Evolution comparable	
			en M€	en %	en M€	en %
Chiffre d'affaires	2 321	2 233	- 89	-3,8%	-89	-3,8%
Charges	-2 258	-2 316	- 58	2,6%	-58	+2,6%
REX	64	-84	- 147	ns	-147	ns

Le chiffre d'affaires de l'Enseigne, qui est constitué essentiellement de facturations internes aux autres Métiers du groupe La Poste, a fortement diminué sur le premier semestre 2009 :

- d'une part en liaison avec la baisse de l'activité des Métiers
- d'autre part au recalage du chiffrage des prestations réalisées au guichet de 2008 sur 2009.

Un autre élément d'explication est le transfert sur 2008 d'une partie des forces de vente des services financiers pilotées par L'Enseigne, soit 1 400 emplois, vers la Direction Commerciale Bancaire pilotée par La Banque, entraînant une diminution de la refacturation de l'Enseigne.

Les charges d'exploitation de l'Enseigne ont progressé en raison de la comptabilisation à hauteur de 101 millions d'euros des nouveaux engagements de l'Enseigne vis-à-vis de son personnel dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif de fin de carrière signé en juin 2009. Hors écritures IFRS, les charges d'exploitation de L'Enseigne sont en baisse de 74 millions d'euros par rapport au premier semestre 2008 et traduisent les efforts menés par le Métier pour adapter sa structure de coûts à l'évolution de son volume d'activité.

4. BILAN DU GROUPE LA POSTE

Le total du bilan passe de 124,3 milliards d'euros au 31 décembre 2008 à 188,1 milliards d'euros au 30 juin 2009. Cette augmentation est due à la prise en compte des encours des livrets A au bilan, centralisés à 100% auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

4.1 Capitaux propres

Les capitaux propres part du Groupe étaient de 3 252 millions d'euros au 31 décembre 2008. Ils sont de 3 731 millions d'euros au 30 juin 2009, soit une augmentation de 479 millions d'euros.

En millions d'euros	
2008.12	3 252
dividendes versés au titre de l'exercice 2008	-106
comptabilisation du résultat net du Groupe	388
variation des résultats latents sur instruments financiers	165
variation des écarts de conversion	36
autres	-4
2009.06	3 731

4.2 Dette financière nette

Les éléments de dette et de trésorerie s'apprécient sur les seules activités industrielles et commerciales du Groupe, hors La Banque Postale.

La dette brute du Groupe est stable à 7 121 millions d'euros au 30 juin 2009. Les emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme sont passés de 5 867 millions d'euros à 6 243 millions d'euros. La Poste a procédé le 17 février 2009 à une émission obligataire de 500 millions d'euros à 4,75%, avec échéance 2016, et a remboursé le 24 avril 2009 la ligne obligataire de 400 millions d'euros à 4%.

Compte tenu de la stabilité de la trésorerie à 1 436 millions d'euros, l'endettement net diminue de 17 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2008 avec un niveau de 5 686 millions d'euros.

4.3 Titres et immobilisations

L'actif non courant reste relativement stable, passant de 10 168 millions d'euros à 10 386 millions d'euros, soit +218 millions d'euros.

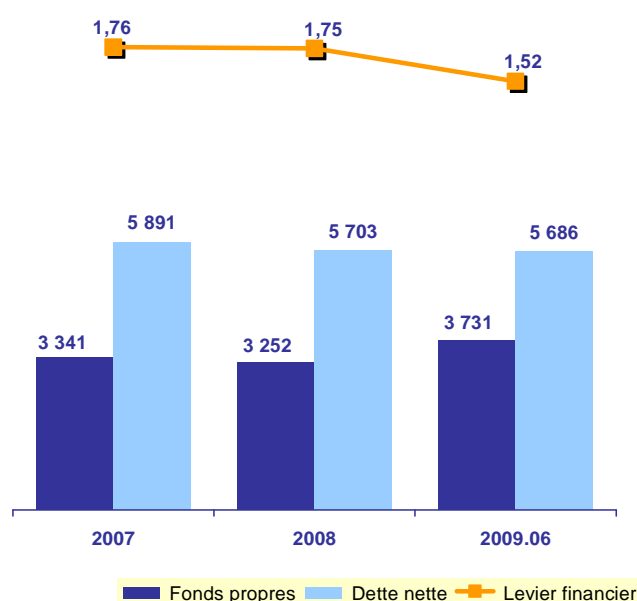
Investissements et capacité d'autofinancement

Au premier semestre 2009, le Groupe a réalisé 524 millions d'euros d'investissements internes contre 451 au premier semestre 2008. Ces investissements sont conformes au plan de marche et représentent 40 % des programmes prévus pour 2009. Par ailleurs, 48 millions d'euros ont été consacrés à des opérations de croissance externe, essentiellement pour GeoPost.

La capacité d'autofinancement du Groupe est passée de 729 millions d'euros en 2008 à 633 millions d'euros au 30 juin 2009, soit - 96 millions d'euros et couvre le montant d'investissement de 572 millions d'euros.

4.4 Ratios

Compte tenu de la diminution de l'endettement net du Groupe, le levier financier (ratio dette nette/capitaux propres) passe de 1,75 au 31 décembre 2008 à 1,52 au 30 juin 2009.



5.DONNEES SUR LA POSTE MAISON-MERE

Les résultats de la maison mère du Groupe ont été arrêtés sous le référentiel comptable français et ne sont donc pas directement comparables au compte de résultat consolidé, réalisé sous le référentiel IFRS.

En millions d'euros	2008.06	2009.06	Evolution	
			en M€	en %
Produits d'exploitation	8 113	7 760	-353	-4,4%
Charges d'exploitation	-7 900	-7 683	+217	-2,7%
Résultat d'exploitation	213	77	-136	-64%
Résultat financier	270	175	-95	-35%
Résultat exceptionnel	-8	-8	+0	+0%
RESULTAT AVANT IMPOT	475	244	-231	-49%

Note : les produits d'exploitation et les charges d'exploitation sont retraités des mouvements inter-métiers.

Les produits de la maison-mère sont constitués principalement par les activités opérationnelles Courrier et Colis. Ils intègrent également, outre les commissions perçues par l'Enseigne La Poste sur les ventes de produits tiers, la facturation faite par l'Enseigne à La Banque Postale des activités de guichet réalisées pour le compte de cette dernière et enfin, la facturation par La Poste à La Banque Postale des personnels de la ligne commerciale et des centres financiers.

Les produits d'exploitation de La Poste sont passés de 8 113 millions d'euros au 30 juin 2008 à 7 760 millions d'euros au 30 juin 2009, soit une baisse de - 4,4 %. Ce recul est dû notamment à la baisse du chiffre d'affaires Courrier de - 5,2% et du Colis est de - 1%.

Par ailleurs, les charges d'exploitation diminuent de 2,7%, grâce notamment à la mise en œuvre du plan d'économies dès la fin du premier trimestre dans l'ensemble des entités de La Poste.

La diminution des charges provient essentiellement du métier Courrier, notamment en matière de sous-traitance. Les charges de personnel restent stables (+0,3%).

Le résultat d'exploitation de La Poste s'élève à 77 millions d'euros au 30 juin 2009, soit une baisse de - 136 millions d'euros par rapport au 30 juin 2008.

Le résultat financier (+175 millions) diminue de 95 millions d'euros. Il intègre notamment la charge financière liée à l'endettement, ainsi que les dividendes reçus des filiales.

Il convient d'observer que dans le référentiel français, la dette ne fait pas l'objet d'un calcul de juste valeur.

Le résultat avant impôt passe de 475 millions d'euros au 30 juin 2008 à 244 millions d'euros au 30 juin 2009, soit une évolution de -231 millions d'euros.

6. PERSPECTIVES & EVENEMENTS POST-CLOTURE

6.1 Prévisions et perspectives du Groupe

Le budget, tel que voté en décembre 2008 par le Conseil d'administration de La Poste, avait tenu compte de la perspective d'un ralentissement économique marqué en France et en Europe en 2009. Les premiers mois de l'exercice confirment ce fort ralentissement mais les hypothèses propres à l'activité postale (courrier) sont plus dégradées qu'anticipé.

Le plan de réduction des coûts et d'optimisation du cash mis en œuvre dès le début de l'année 2009 a pour objectif de compenser en partie l'évolution défavorable du chiffre d'affaires du Groupe. L'objectif de 200 millions d'économies fin 2009 par rapport à 2008 devrait être atteint.

6.2 Le taux du Livret A ramené à 1,25 % au 1er août 2009

La rémunération du Livret A est passée de 1,75% à 1,25 % à partir du 1^{er} août, conformément aux recommandations du gouverneur de la Banque de France qui a invoqué des "circonstances exceptionnelles" pour déroger à la règle mise en place en 2003 qui aurait conduit à des taux inférieurs à 1 point.

LA POSTE

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2009

Comptes semestriels consolidés résumés
Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009

KPMG AUDIT
DEPARTEMENT DE KPMG SA

MAZARS

KPMG AUDIT

DEPARTEMENT DE KPMG SA

1, COURS VALMY- 92923 PARIS LA DEFENSE CEDEX

TEL : + 33 (0) 1 55 68 68 68 – FAX : + 33 (0) 1 55 68 73 00

MAZARS

SIEGE SOCIAL : 61, RUE HENRI REGNAULT - 92400 COURBEVOIE

TEL : +33 (0) 1 49 97 60 00 - FAX : +33 (0) 1 49 97 60 01

LA POSTE

Siège Social : 44, boulevard de Vaugirard - 75015 Paris
Exploitant Autonome de Droit Public
N° Siren : 356 000 000

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2009

Comptes semestriels consolidés résumés
Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009

KPMG AUDIT

DEPARTEMENT DE KPMG SA

MAZARS

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2009

Mesdames, Messieurs

En exécution de la mission qui nous a été confiée par arrêté ministériel en date du 29 juin 2009, nous avons procédé à :

- L'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de La Poste, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- La vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration, dans un contexte de crise économique et financière caractérisé par une forte volatilité des marchés financiers demeurés actifs, la raréfaction des transactions sur des marchés financiers devenus inactifs ainsi qu'une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir, qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2008. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

La Poste

*Information financière
semestrielle*

*Période du 1^{er} janvier
au 30 juin 2009*

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris La Défense et Courbevoie, le 28 août 2009

Les commissaires aux comptes

KPMG AUDIT
DEPARTEMENT DE KPMG SA

FRANÇOIS CAUBRIERE

ISABELLE GOALEC

MAZARS

GUY ISIMAT-MIRIN

DOMINIQUE MULLER



GROUPE LA POSTE

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
DU
GROUPE LA POSTE

SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2009

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 27 AOÛT 2009

SOMMAIRE

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Compte de résultat consolidé	38
Bilan consolidé	39
Etat du résultat global consolidé	41
Variation des capitaux propres consolidés	42
Tableau des flux de trésorerie consolidés	45

GENERALITES

NOTE 1	Evènements significatifs intervenus au cours de la période	46
NOTE 2	Règles et méthodes comptables	47
NOTE 3	Evènements postérieurs à la clôture	49
NOTE 4	Évolution du périmètre de consolidation	50
NOTE 5	Information sectorielle	51

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

NOTE 6	Chiffre d'affaires des activités commerciales	55
NOTE 7	Produit net bancaire	58
NOTE 8	Achats et autres charges externes	59
NOTE 9	Charges de personnel et effectifs	60
NOTE 10	Autres charges et produits opérationnels	61
NOTE 11	Résultat financier	62
NOTE 12	Impôt sur le résultat	63

NOTES SUR LE BILAN

NOTE 13	Ecarts d'acquisition	64
NOTE 14	Immobilisations incorporelles	65
NOTE 15	Immobilisations corporelles	66
NOTE 16	Participations dans les sociétés mises en équivalence	67
NOTE 17	Autres actifs des activités industrielles et commerciales	68
NOTE 18	Actifs financiers de l'activité bancaire	70
NOTE 19	Actifs et passifs destinés à être cédés	71
NOTE 20	Provisions pour risques et charges	72
NOTE 21	Emprunts obligataires et autres dettes financières	73
NOTE 22	Avantages du personnel	75
NOTE 23	Passifs financiers de l'activité bancaire	77
NOTE 24	Dettes fournisseurs et autres dettes	78

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

NOTE 25	Impact des instruments financiers sur le résultat et les capitaux propres	79
NOTE 26	Transactions avec les parties liées	79
NOTE 27	Engagements hors-bilan et passifs éventuels	79

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	REFERENCE ANNEXE	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Chiffre d'affaires Courrier (1)		5 668	5 833	11 318
Chiffre d'affaires Express		1 480	1 643	3 292
Chiffre d'affaires Colis (3)		665	672	1 382
Chiffre d'affaires Enseigne La Poste		13	12	31
Chiffre d'affaires Immobilier		6	4	5
Chiffres d'affaires des activités commerciales	Note 6	7 833	8 164	16 028
Produits d'exploitation bancaire		4 273	3 923	8 045
Charges d'exploitation bancaire		(1 831)	(1 575)	(3 274)
Produit net bancaire	Note 7	2 441	2 348	4 771
Produits opérationnels		10 274	10 512	20 799
Achats et autres charges (1)	Note 8	(2 887)	(3 022)	(6 178)
Charges de personnel (2)	Note 9	(6 424)	(6 357)	(12 606)
Impôts et taxes (3)	Note 10	(199)	(134)	(276)
Amortissements et provisions	Note 10	(314)	(342)	(813)
Autres charges et produits		10	25	(72)
Résultat des cessions d'actifs		(7)	(2)	32
Charges opérationnelles nettes		(9 821)	(9 830)	(19 913)
Résultat d'exploitation		453	683	886
Coût de l'endettement financier net (4)		2	(94)	(289)
Autres éléments du résultat financier (2)		(35)	(28)	(79)
Résultat financier	Note 11	(33)	(123)	(368)
Résultat avant impôt des entreprises intégrées		420	560	518
Impôt sur le résultat	Note 12	(121)	(187)	(120)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		93	112	137
Résultat net de l'ensemble consolidé		391	485	535
Part du groupe		388	481	529
Part des minoritaires		3	4	6

(1) Un montant de 31 M€ a été déduit du chiffre d'affaires Courrier et des Achats et autres charges dans le compte de résultat comparatif au 30 juin 2008, en raison d'une nouvelle analyse de certains contrats (voir précisions dans la note 6 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2008)

(2) Un reclassement de 12 M€ des charges de personnel vers les charges financières a été opéré sur le compte de résultat comparatif au 30 juin 2008, pour tenir compte de l'actualisation complémentaire réalisée sur les provisions relatives aux avantages du personnel (voir précisions dans la note 31.1. de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2008)

(3) Les droits de douane acquittés pour le compte des clients sont désormais enregistrés en diminution du chiffre d'affaires Colis. Un reclassement de 13 M€ a été réalisé à ce titre au 30 juin 2008 (30 M€ au 31 décembre 2008)

(4) Le coût de l'endettement net comprend un produit de 133 M€ correspondant à la variation de la juste valeur de la dette obligataire (voir note 11.1.)

BILAN CONSOLIDÉ

ACTIF (en millions d'euros)	REFERENCE ANNEXE	30/06/2009	31/12/2008
Ecarts d'acquisition	Note 13	1 332	1 271
Immobilisations incorporelles	Note 14	488	458
Immobilisations corporelles	Note 15	6 335	6 277
Participations dans les sociétés mises en équivalence	Note 16	1 776	1 703
Autres actifs financiers non courants	Note 17	425	420
Impôts différés actifs		29	38
ACTIF NON COURANT		10 386	10 168
Actifs courants bancaires			
Prêts et créances sur la clientèle	Note 18	30 504	28 742
Créances sur les établissements de crédit	Note 18	78 187	18 876
Portefeuille de titres	Note 18	56 203	55 166
Autres actifs financiers courants	Note 18	823	1 201
Comptes de régularisation	Note 18	3 323	3 069
Caisse, banque centrale	Note 18	4 143	2 139
Autres actifs courants			
Stocks et en-cours	Note 17	161	160
Créances clients et autres créances	Note 17	2 304	2 321
Autres actifs financiers courants	Note 17	320	154
Créance d'impôt sur les bénéfices		11	79
Autres comptes de régularisation - Actif		118	94
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 17	1 532	2 055
Actifs destinés à être cédés	Note 19	92	64
ACTIF COURANT		177 721	114 120
TOTAL ACTIF		188 107	124 287

PASSIF	REFERENCE ANNEXE	30/06/2009	31/12/2008
(en millions d'euros)			
Apport initial et autres fonds propres		2 258	2 258
Réserves		952	533
Résultat latent sur instruments financiers		208	43
Réserve de conversion		(75)	(111)
Résultat de l'exercice part du groupe		388	529
Capitaux propres part du groupe		3 731	3 252
Intérêts minoritaires		65	64
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		3 797	3 316
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme	Note 21	6 243	5 867
Avantages du personnel - dette non courante	Note 22	1 418	1 344
Provisions pour risques et charges non courantes	Note 20	65	59
Impôts différés passifs		118	112
Autres dettes non courantes		2	1
PASSIF NON COURANT		7 846	7 383
Provisions pour risques et charges courantes			
Provisions pour risques et charges spécifiques aux activités bancaires et d'assurance	Note 20	545	553
Provisions pour risques et charges courantes	Note 20	220	290
Emprunts obligataires et dettes financières à court terme	Note 21	879	1 274
Passifs courants bancaires	Note 23		
Dettes financières		15 183	10 355
Dettes envers la clientèle		150 424	92 212
Autres passifs financiers		933	488
Comptes de régularisation		3 801	3 806
Autres passifs courants			
Dettes fournisseurs et autres dettes	Note 24	3 648	4 052
Etat - Impôt sur les bénéfices		153	24
Avantages du personnel - dette courante	Note 22	453	398
Autres comptes de régularisation - Passif		226	135
Passifs destinés à être cédés	Note 19	0	0
PASSIF COURANT		176 464	113 588
TOTAL PASSIF		188 107	124 287

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Résultat net de l'ensemble consolidé	391	485	535
ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL COMPTABILISES EN CAPITAUX PROPRES			
Variation des résultats latents sur instruments financiers (*)	140	(89)	(33)
Ecart de conversion	15	(31)	(77)
Autres variations	(4)	(34)	(12)
Quote part des autres éléments du résultat global de la CNP	46	(180)	(314)
<i>Dont - variation des résultats latents sur instruments financiers</i>	25	(182)	(291)
<i>- réserves de conversion</i>	21	2	(23)
Total éléments du résultat global comptabilisés en capitaux propres (nets d'impôts)	197	(334)	(436)
Résultat global	588	151	99
Résultat global part du groupe	585	146	90
Résultat global part des minoritaires	3	5	9

(*) La variation des résultats latents sur instruments financiers au 30 juin 2009 comprend un ajustement de +36 M€, provenant d'une modification dans le calcul de la juste valeur des swaps utilisés par La Banque Postale dans le cadre de la macro-couverture des dépôts à vue.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

- Au 30 juin 2009

Montants nets d'impôt
(en millions d'euros)

	Apport	Résultat non affecté	Réserves de conversion	Résultats latents sur instruments financiers CNP	Autres résultats latents sur instruments financiers	Autres réserves	Total Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres consolidés au 31/12/2008	2 258	529	(111)	134	(91)	533	3 252	64	3 316
Distribution de dividendes		(106)					(106)	(2)	(108)
Affectation du résultat 2008		(423)				423	-		-
Résultat global de la période (*)		388	36	25	140	(4)	585	3	588
<i>Dont - Résultat net</i>		<i>388</i>					<i>388</i>	<i>3</i>	<i>391</i>
<i>- Autres éléments du résultat global</i>			<i>36</i>	<i>25</i>	<i>140</i>	<i>(4)</i>	<i>197</i>		<i>197</i>
Capitaux propres consolidés au 30/06/2009	2 258	388	(75)	159	49	952	3 731	65	3 797

(*) La variation des "Autres résultats latents sur instruments financiers" au 30 juin 2009 comprend un ajustement de +36 M€, provenant d'une modification dans le calcul de la juste valeur des swaps utilisés par La Banque Postale dans le cadre de la macro-couverture des dépôts à vue.

• Au 30 juin 2008

Montants nets d'impôt
(en millions d'euros)

	Apport	Résultat non affecté	Réserves de conversion	Résultats latents sur instruments financiers CNP	Autres résultats latents sur instruments financiers	Autres réserves	Total Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres consolidés au 31/12/2007	2 258	943	(11)	425	(58)	(216)	3 341	55	3 396
Distribution de dividendes		(141)					(141)		(141)
Affectation du résultat 2007		(802)				802	-		-
Résultat global de la période		481	(29)	(182)	(89)	(34)	147	5	152
<i>Dont - Résultat net</i>		<i>481</i>					<i>481</i>	<i>4</i>	<i>485</i>
<i>- Autres éléments du résultat global</i>			<i>(29)</i>	<i>(182)</i>	<i>(89)</i>	<i>(34)</i>	<i>(334)</i>	<i>1</i>	<i>(333)</i>
Capitaux propres consolidés au 30/06/2008	2 258	481	(40)	243	(147)	552	3 347	60	3 407

• Au 31 décembre 2008

Montants nets d'impôt
(en millions d'euros)

	Apport	Résultat non affecté	Réserves de conversion	Résultats latents sur instruments financiers CNP	Autres résultats latents sur instruments financiers	Autres réserves	Total Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres consolidés au 31/12/2007	2 258	943	(11)	425	(58)	(216)	3 341	55	3 396
Distribution de dividendes		(141)					(141)		(141)
Affectation du résultat 2007		(802)				802	-		-
Options de rachat de minoritaires *						(38)	(38)		(38)
Résultat global de la période		529	(100)	(291)	(33)	(15)	90	9	99
<i>Dont - Résultat net</i>		529					529	6	535
<i>- Autres éléments du résultat global</i>			(100)	(291)	(33)	(15)	(439)	3	(436)
Capitaux propres consolidés au 31/12/2008	2 258	529	(111)	134	(91)	533	3 252	64	3 316

* dont imputation en capitaux propres de l'option de rachat des intérêts minoritaires de La Banque Postale Gestion Privée accordée à Oddo & Cie (33 M€)

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

en millions d'euros	30/06/2009	30/06/08	31/12/08
Résultat net de l'ensemble consolidé	391	485	535
Quote part du résultat des sociétés mises en équivalence	(93)	(112)	(137)
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur (hors activité bancaire)	(116)	(22)	54
Plus ou moins values de cession (yc dilution)	7	3	(31)
Variations nettes des provisions	53	22	177
Dépréciations, amortissements et pertes de valeur	387	352	751
Autres produits et charges sans incidence de trésorerie	2		6
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	633	729	1 355
Coût de l'endettement financier net (1)	113	115	237
Charge d'impôt (yc impôts différés)	127	187	120
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	873	1 031	1 713
Variation du besoin en fonds de roulement	(214)	(124)	25
Variation du solde des emplois et ressources bancaires	(347)	45	100
Impôts payés	57	(97)	(200)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	85	86	90
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	453	940	1 728
Achat d'actifs incorporels et corporels	(631)	(603)	(1 225)
Achat d'actifs financiers	(234)	(68)	(84)
Encaissements générés par les cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	37	111	287
Encaissements générés par les cessions d'actifs financiers	1	12	21
Incidences des variations de périmètre	(43)	21	(85)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(870)	(529)	(1 085)
Dividendes versés	(107)	(141)	(143)
Intérêts financiers versés	(66)	(76)	(252)
Encaissements provenant des nouveaux emprunts	824	652	854
Remboursements des emprunts	(765)	(12)	(261)
Autres flux liés aux opérations de financement	(3)	(11)	132
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	(118)	412	330
Incidence des filiales destinées à être cédées			1
Incidence des variations des cours des devises		(1)	(5)
Variation de Trésorerie et équivalents de trésorerie	(534)	822	969
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture (2)	2 024	1 055	1 055
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture (2)	1 489	1 877	2 024

(1) hors variation des gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur

(2) y compris concours bancaires classés en dettes financières courantes

GENERALITES

Note 1 ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS AU COURS DE LA PERIODE

1.1 Émission d'emprunt obligataire

La Poste a procédé en février 2009 à l'émission d'un emprunt obligataire de 500 millions d'euros d'une durée de sept ans, destiné à financer les investissements du Groupe.

1.2 Banalisation du Livret A

La Loi de Modernisation de l'Economie (LME) du 4 août 2008 prévoit dans son article 145 l'ouverture à la concurrence de la distribution du Livret A en permettant sa commercialisation à tout établissement de crédit habilité à recevoir du public des fonds à vue. En corollaire est supprimée la Caisse Nationale d'Épargne dans laquelle étaient logés jusqu'alors les fonds du Livret A de La Banque Postale, ce qui explique pourquoi ces dépôts ne figuraient pas au bilan de celle-ci par le passé.

L'ensemble des fonds de la CNE ont été transférés vers La Banque Postale en date du 1^{er} janvier 2009 selon les dispositions de l'article 146 de la LME :

« Les dépôts du livret A reçus au 31 décembre 2008 par la Caisse nationale d'épargne [...], les dettes qui y sont attachées et la créance détenue à la même date par la Caisse Nationale d'Épargne sur la Caisse des Dépôts et Consignations au titre de la centralisation des dépôts du livret A sont transférés au 1^{er} janvier 2009 à [La Banque Postale]. Les droits et obligations relatifs à ces éléments de bilan sont également transférés à cet établissement. Les autres actifs, passifs, droits et obligations de la Caisse Nationale d'Épargne sont transférés au 1^{er} janvier 2009 au bénéfice du fonds d'épargne [de la CDC]. »

Le bilan du groupe La Poste a donc augmenté de 59 milliards d'euros le 1^{er} janvier 2009 avec :

- au passif une augmentation de ce montant des comptes d'épargne à régime spécial ;
- à l'actif une augmentation du même montant sur les comptes et prêts sur établissement de crédit à vue (centralisation à 100% à la CDC le 1^{er} janvier 2009).

1.3 Partenariat avec la Société Générale dans le crédit à la consommation

La Banque Postale a signé le 16 mars 2009 un protocole d'accord avec la Société Générale, ayant pour objet la création d'une co-entreprise spécialisée dans le crédit à la consommation, dont La Banque Postale est l'actionnaire majoritaire avec 65% des titres. Cette société est intégrée globalement.

Les opérations liées à la mise en place de cette co-entreprise (augmentation de capital réservée à la Société Générale, option de vente de sa participation accordée à la Société Générale) se sont déroulées en avril 2009. Elles se traduisent dans les comptes consolidés par une dette de 400 M€ liée à l'option de vente, et par un impact global non significatif en capitaux propres.

Note 2 REGLES ET METHODES COMPTABLES

La Poste, société mère du groupe La Poste (« le groupe La Poste » ou « le Groupe »), est un exploitant autonome de droit public, dont le siège social est situé 44 boulevard de Vaugirard à Paris. Elle est soumise en matière de gestion financière et comptable aux règles applicables aux entreprises commerciales.

Les comptes consolidés semestriels résumés du groupe La poste au 30 juin 2009 sont arrêtés par le Conseil d'administration (séance du 27 août 2009).

I- Référentiel comptable

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés résumés du groupe La Poste au titre du semestre clos le 30 juin 2009 sont publiés selon les normes comptables internationales (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Les comptes consolidés résumés au 30 juin 2009 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe au 31 décembre 2008.

II-Principes comptables

A l'exception des normes et interprétations d'application obligatoire pour la première fois au 30 juin 2009 décrites ci-dessous, les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes semestriels résumés du groupe La Poste au 30 juin 2009 sont identiques à ceux retenus pour les comptes annuels au 31 décembre 2008. Ces principes sont exposés en note 2 des états financiers du Groupe au 31 décembre 2008.

II.1. Normes et interprétations d'application obligatoire pour la première fois au 30 juin 2009

- **IFRS 8 – Secteurs opérationnels**

Cette norme se substitue à IAS 14 – *Informations sectorielles*. Les effets de son application sont décrits dans la note 5.1.

- **IAS 23 – Coûts d'emprunts, révisée en mars 2007.**

Le Groupe a choisi d'appliquer, conformément aux dispositions de transition, la norme IAS 23 révisée aux nouveaux projets d'actifs nécessitant une longue préparation initiés à compter du 1^{er} janvier 2009. Toutefois, les actifs du Groupe nécessitant une longue préparation représentant un montant limité, l'application de cette norme n'a pas d'effet significatif sur les comptes du Groupe au 30 juin 2009.

- **Améliorations de différentes normes IFRS, publiées en mai 2008**

Ce texte comprend différents amendements et clarifications mineurs portant sur une vingtaine de normes. Ces amendements n'ont pas d'effet significatif sur les comptes du Groupe.

- **Amendements à IAS 1 – *Présentation des états financiers : Présentation révisée***

Cette norme requiert notamment la présentation du résultat global, soit sous la forme d'un seul état, soit sous la forme de deux états distincts. Le Groupe a choisi une présentation en deux états distincts, l'un détaillant les composantes du résultat net (« Compte de résultat consolidé »), le second détaillant les autres éléments du résultat global comptabilisés directement en capitaux propres (« État du résultat global consolidé »). Par ailleurs, le Groupe a décidé de ne pas modifier le libellé de ses états financiers.

- **Amendements à IFRS 1 et IAS 27 publiés en mai 2008 – *Coût de l'investissement dans une filiale dans les états financiers individuels de la maison mère***

Ce texte portant sur les comptes individuels, il ne concerne pas les comptes du Groupe.

- **Amendements à IAS 32 et IAS 1 : *Instruments financiers remboursables au gré du porteur***

Ce texte n'a pas d'effet significatif sur les comptes du Groupe.

- **Amendements à IFRS 2 publiés en janvier 2008 – *Conditions d'acquisition des droits et annulations***

Ce texte n'a pas d'effet significatif sur les comptes du Groupe.

- **IFRIC 11 – IFRS 2 : *Actions propres et transactions intra-groupe***

Ce texte n'a pas d'effet significatif sur les comptes du Groupe.

- **IFRIC 13 – *Programmes de fidélisation clients***

Ce texte n'a pas d'effet significatif sur les comptes du Groupe.

- **IFRIC 14 – IAS 19 - *Limitation de l'actif au titre de prestations définies, obligations de financement minimum et leur interaction***

Ce texte n'a pas d'effet significatif sur les comptes du Groupe.

II.2. Normes et interprétations d'application obligatoire postérieurement au 30 juin 2009 et non appliquées par anticipation

Le groupe La Poste n'a pas appliqué par anticipation les normes et interprétations suivantes, publiées par l'IASB et l'IFRIC, adoptées ou en cours d'adoption par l'Union européenne au 30 juin 2009, dont la date d'application est postérieure au 30 juin 2009, et qui sont susceptibles de concerner le Groupe :

- IFRS 3 – *Regroupements d'entreprises*, et IAS 27 – *États financiers consolidés et individuels*, révisées en janvier 2008
- Améliorations de différentes normes IFRS, publiées en avril 2009

- Amendement à IAS 39 – *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation : Éléments couverts éligibles*
- Amendement à IAS 39 – *Reclassement des actifs financiers*
- Amendements à IFRS 7 – *Amélioration de l'information à fournir sur les instruments financiers*
- Amendements à IFRIC 9 et IAS 39 sur les dérivés incorporés
- IFRIC 12 – *Accords de concessions de services*
- IFRIC 15 – *Accords de construction immobilière*
- IFRIC 16 – *Couverture d'investissement net à l'étranger*
- IFRIC 17 – *Distribution en nature aux actionnaires*
- IFRIC 18 – *Comptabilisation des contributions reçues de clients sous la forme de transfert d'actifs*

L'application de ces normes et interprétations ne devrait pas avoir d'impact significatif sur les comptes du Groupe.

III- Recours à des estimations

Les états financiers consolidés sont établis selon la convention du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur.

La préparation des états financiers amène le Groupe à procéder aux meilleures estimations possibles et à retenir des hypothèses qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et passifs éventuels mentionnés en annexe, ainsi que les charges et produits du compte de résultat. Les montants effectifs se révélant ultérieurement peuvent être différents des estimations et des hypothèses retenues.

Les principaux éléments concernés sont :

- Le calcul des engagements envers le personnel
- L'estimation des provisions pour risques et charges, notamment la provision Épargne Logement
- Les hypothèses retenues pour les tests de dépréciation des écarts d'acquisition
- L'évaluation des instruments financiers non cotés sur des marchés organisés
- Les évaluations opérées par La Banque Postale au titre du risque de crédit

Note 3 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLOTURE

Aucun évènement susceptible d'avoir un impact significatif sur les comptes du Groupe ne s'est produit postérieurement à la clôture.

Note 4 ÉVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les principales variations par rapport au périmètre de consolidation du Groupe, figurant en annexe des comptes consolidés au 31 décembre 2008, sont présentées ci-dessous.

4.1 Principales entrées

➤ Franchises SEUR

Acquisition en mars 2009 de 100% de cinq nouvelles franchises SEUR, dégagant un goodwill de 36 millions d'euros au 30 juin 2009.

4.2 Sorties de périmètre

Aucune sortie de périmètre significative n'a eu lieu sur le semestre.

4.3 Compte de résultat à périmètre et change constants

(en millions d'euros)	Résultat publié		Résultat retraité hors effets périmètre et change	
	30/06/09	30/06/08	30/06/09	30/06/08
Chiffre d'affaires et PNB	10 274	10 512	10 152	10 438
Achats et autres charges	(2 887)	(3 022)	(2 828)	(2 975)
Charges de personnel	(6 424)	(6 357)	(6 364)	(6 336)
Impôts et taxes	(199)	(134)	(197)	(133)
Amortissements et provisions	(314)	(342)	(322)	(342)
Autres charges et produits opérationnels courants	10	25	14	26
Résultat avant impôt des cessions d'actifs	(7)	(2)	(7)	(2)
Charges opérationnelles nettes	(9 821)	(9 830)	(9 705)	(9 762)
RESULTAT D'EXPLOITATION	453	683	447	677

Note 5 INFORMATION SECTORIELLE

5.1 Première application de IFRS 8

Le groupe La Poste applique la norme IFRS 8 pour la première fois au 30 juin 2009. Cette première application n'a pas amené le Groupe à modifier les secteurs opérationnels identifiés, dans la mesure où ceux-ci reposaient déjà sur l'information et les indicateurs suivis en interne par la direction pour évaluer la performance du Groupe.

Pour la présentation de son information sectorielle, le Groupe a choisi de regrouper les secteurs opérationnels « Colis » et « Express », dans la mesure où ceux-ci présentent des caractéristiques économiques similaires.

5.2 Définition des secteurs opérationnels

La définition des secteurs opérationnels retenus en matière d'information sectorielle est basée sur l'organisation en matière de pilotage existante au sein du groupe La Poste. Un secteur d'activité est un sous-ensemble pour lequel une information financière distincte est disponible et régulièrement revue par la Direction du Groupe, en vue de lui affecter des ressources et d'évaluer sa performance. Les critères retenus pour déterminer les secteurs d'activité sont notamment les suivants :

- nature des produits distribués ;
- type ou catégorie de clients auxquels ils sont destinés ;
- processus de production et réseau de distribution ;
- environnement réglementaire.

L'activité du groupe La Poste comprend cinq secteurs opérationnels : Courrier, Colis - Express, Services Financiers, Immobilier, et l'Enseigne La Poste.

Courrier

Le secteur opérationnel Courrier comprend l'ensemble de l'activité Courrier de La Poste (collecte, tri et distribution de correspondances, de publicité et de presse) ainsi que les sociétés du sous-groupe Sofipost.

Colis - Express

L'activité Colis correspond à l'ensemble de l'activité réalisée par La Poste sous la marque ColiPoste. L'activité Express est représentée par les marques du sous-groupe GeoPost, en particulier DPD, Chronopost, Exapaq, Seur et Parceline.

Activité Bancaire

Le secteur opérationnel de l'Activité Bancaire comprend l'activité du sous-groupe La Banque Postale.

Enseigne La Poste

Le secteur Enseigne La Poste comprend les activités de vente et de distribution, auprès du grand public, des produits et services du groupe La Poste, et d'autres produits externes.

Immobilier

Ce secteur assure la gestion du parc immobilier regroupé dans le sous-groupe Poste Immo et comprend également l'activité de la direction immobilière de La Poste.

5.3 Information sectorielle

Les principes comptables appliqués pour établir l'information sectorielle sont les mêmes que ceux utilisés pour les comptes consolidés, tels que décrits en note 2.

Les résultats, actifs et passifs alloués aux secteurs d'activité correspondent aux résultats, actifs et passifs qui sont affectables aux secteurs d'activité de façon directe et indirecte.

Les montants non affectés aux secteurs d'activité correspondent principalement aux activités « Corporate » des directions du siège et sont identifiés dans la colonne « non affectés » de l'information sectorielle ci-après. Notamment, la trésorerie et l'endettement du Groupe ne sont pas affectés par secteur.

Segmentation du chiffre d'affaires : la segmentation du chiffre d'affaires de La Poste entre les activités Courrier et Colis est effectuée sur la base d'informations comptables, ainsi que des données statistiques permettant d'identifier et d'analyser les flux physiques des objets acheminés et distribués par les deux secteurs d'activité.

Segmentation des charges opérationnelles : compte tenu de la coexistence au sein de La Poste des acteurs Courrier, Colis, Services Financiers et Enseigne La Poste, et de la forte imbrication des processus de production de ces activités, La Poste a défini des principes de comptabilité analytique afin de répartir les charges mutualisées entre les différents secteurs et de déterminer ainsi le résultat de chacun.

Le système de comptabilité analytique de La Poste repose sur les principes suivants :

- les principales prestations mutualisées entre Courrier et Colis (collecte-concentration, tri transit, distribution) sont refacturées sur la base d'une tarification à l'objet ou d'un forfait ;
- la refacturation des charges de guichet des bureaux de poste de l'Enseigne s'effectue aux métiers utilisateurs du réseau sur la base de conventions de services dont les modalités de tarification sont fondées sur des inducteurs opérationnels mesurables (chiffre d'affaires, statistiques mesurant le temps nécessaire à la réalisation des différentes opérations,...).

Segmentation de l'actif immobilisé : les immobilisations incorporelles et corporelles sont réparties sur la base de l'affectation par métier des biens correspondants dans le système comptable de La Poste. Depuis l'exercice 2005, les actifs immobiliers détenus par La Poste et le sous-groupe Poste Immo sont affectés en totalité au secteur Immobilier.

a) Présentation du compte de résultat par secteur opérationnel

Les principaux agrégats du compte de résultat se décomposent comme suit entre les différents secteurs opérationnels :

- **Au 30 juin 2009**

(en millions d'euros)	Courrier	Colis - Express	Activité Bancaire	Enseigne	Immobilier	Non Affecté	Eliminations	Total Groupe
Chiffre d'affaires & PNB Externe	5 668	2 145	2 441	13	6	0		10 274
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	320	12	17	2 219	234	430	(3 232)	
Produits opérationnels	5 988	2 157	2 458	2 233	240	430	(3 232)	10 274
Résultat d'exploitation	212	156	305	(84)	26	(163)	0	453
Résultat financier						(33)		(33)
Impôt sur le résultat						(121)		(121)
Quote part de résultat des MEE	(1)	1	92		1			93
Résultat net de l'ensemble consolidé								391
Amortissements et provisions nets de l'exercice	(86)	(51)	(18)	(14)	(91)	(54)		(314)

- **Au 30 juin 2008**

(en millions d'euros)	Courrier	Colis - Express	Activité Bancaire	Enseigne	Immobilier	Non Affecté	Eliminations	Total Groupe
Chiffre d'affaires & PNB Externe	5 833	2 315	2 348	12	4	0		10 512
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	358	12	18	2 309	218	438	(3 354)	
Produits opérationnels	6 191	2 327	2 366	2 321	222	438	(3 354)	10 512
Résultat d'exploitation	418	159	239	64	7	(204)	(0)	683
Résultat financier						(123)		(123)
Impôt sur le résultat						(187)		(187)
Quote part de résultat des MEE	1	4	107					112
Résultat net de l'ensemble consolidé								485
Amortissements et provisions nets de l'exercice	(83)	(36)	(52)	(11)	(86)	(74)		(342)

- **Au 31 décembre 2008**

(en millions d'euros)	Courrier	Colis - Express	Activité Bancaire	Enseigne	Immobilier	Non Affecté	Eliminations	Total Groupe
Chiffre d'affaires & PNB Externe	11 318	4 674	4 771	31	5	0		20 799
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	705	29	43	4 554	452	880	(6 663)	
Produits opérationnels	12 023	4 703	4 814	4 585	457	880	(6 663)	20 799
Résultat d'exploitation	545	333	288	76	52	(414)	7	886
Résultat financier						(368)		(368)
Impôt sur le résultat						(120)		(120)
Quote part de résultat des MEE	0	6	131		(0)			137
Résultat net de l'ensemble consolidé								535
Amortissements et provisions nets de l'exercice	(189)	(85)	(168)	(31)	(174)	(165)	0	(813)

b) Présentation des principaux éléments du bilan par secteur opérationnel

Les principaux éléments du bilan peuvent être affectés aux différents secteurs opérationnels de la façon suivante :

- **Au 30 juin 2009**

(en millions d'euros)								
Actifs	Courrier	Colis - Express	Activité Bancaire	Enseigne La Poste	Immobilier	Non affecté	Eliminations	Total
Immobilisations incorporelles et corporelles et goodwill	1 225	1 742	644	116	3 857	578	(7)	8 155
Titres mis en équivalence	22	114	1 619	0	21		0	1 776
Autres actifs non courants	25	36	140	12	8	1 956	(1 723)	455
Actifs courants	1 892	704	173 280	528	378	1 628	(689)	177 721
Total actifs consolidés	3 165	2 596	175 683	656	4 264	4 162	(2 419)	188 107
Investissements	162	75	80	33	216	344	0	909
Passifs	Courrier	Colis - Express	Activité Bancaire	Enseigne La Poste	Immobilier	Non affecté	Eliminations	Total
Fonds propres						3 797		3 797
Emprunts obligataires et dettes financières (Courants et non courants)	291	850	0	6	511	7 541	(2 078)	7 121
Passifs non courants	737	129	194	533	25	(15)	0	1 603
Passifs courants	2 010	669	168 100	562	111	4 505	(370)	175 586
Total passifs consolidés	3 038	1 648	168 294	1 102	647	15 827	(2 449)	188 107

- **Au 31 décembre 2008**

(en millions d'euros)								
Actifs	Courrier	Colis - Express	Activité Bancaire	Enseigne La Poste	Immobilier	Non affecté	Eliminations	Total
Immobilisations incorporelles et corporelles et goodwill	1 141	1 701	632	113	3 839	585	(7)	8 005
Titres mis en équivalence	24	112	1 559	0	9		0	1 703
Autres actifs non courants	60	31	128	12	10	1 879	(1 661)	459
Actifs courants	1 823	756	109 567	913	537	1 392	(868)	114 120
Total actifs consolidés	3 048	2 600	111 887	1 038	4 395	3 856	(2 536)	124 287
Investissements	454	147	160	31	373	293	0	1 459
Passifs	Courrier	Colis - Express	Activité Bancaire	Enseigne La Poste	Immobilier	Non affecté	Eliminations	Total
Fonds propres						3 316		3 316
Emprunts obligataires et dettes financières (Courants et non courants)	224	820	0	5	517	7 636	(2 061)	7 141
Passifs non courants	725	113	165	441	27	46	0	1 516
Passifs courants	2 059	704	104 667	605	187	4 616	(525)	112 314
Total passifs consolidés	3 008	1 636	104 832	1 052	730	15 615	(2 586)	124 287

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Note 6 CHIFFRE D'AFFAIRES DES ACTIVITES COMMERCIALES

Le chiffre d'affaires des activités commerciales du groupe La Poste provient des secteurs Courrier (courrier national et international), Express, Colis, ainsi que de l'activité exercée par l'Enseigne La Poste et le secteur Immobilier. Il se ventile de la façon suivante :

(en millions d'euros)	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Chiffre d'affaires Courrier (1)	5 668	5 833	11 318
<i>Dont Courrier national</i>	<i>5 308</i>	<i>5 468</i>	<i>10 627</i>
<i>Dont Courrier international</i>	<i>360</i>	<i>365</i>	<i>691</i>
Chiffre d'affaires Express	1 480	1 643	3 292
Chiffre d'affaires Colis (2)	665	672	1 382
Chiffre d'affaires Enseigne La Poste	13	12	31
Chiffre d'affaires Immobilier	6	4	5
Total Chiffre d'affaires	7 833	8 164	16 028

(1) Dont un reclassement de -31 M€ au 30 juin 2008 (voir renvoi (1) dans le compte de résultat consolidé)

(2) Dont un reclassement de -13 M€ au 30 juin 2008 et -30 M€ au 31 décembre 2008 (voir renvoi (3) dans le compte de résultat consolidé)

Le chiffre d'affaires Courrier national se décompose de la façon suivante :

(en millions d'euros)	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Courrier entreprises et administrations	3 654	3 862	7 383
Courrier affranchissement Guichet	1 038	1 084	2 090
Contribution presse versée par l'Etat	121	121	242
Autres produits du Courrier	495	401	912
Total	5 308	5 468	10 627

Le chiffre d'affaires Courrier Entreprises et Administrations est constitué principalement du chiffre d'affaires lié aux machines à affranchir, aux produits Postimpact, Postcontact, Destineo et Tem'post.

La contribution presse correspond à la rémunération contractuelle versée par l'Etat en contrepartie de l'avantage tarifaire accordé aux organismes de presse.

Les autres produits du Courrier comprennent :

- d'une part, les produits de La Poste à hauteur de 128 millions d'euros (122 millions d'euros au 30 juin 2008), générés principalement par les contrats de collecte et de remise du courrier à domicile pour 90 millions d'euros (83 millions d'euros au 30 juin 2008);
- d'autre part, la contribution des filiales de Sofipost pour 367 millions d'euros (283 millions d'euros au 30 juin 2008), constituée principalement par le chiffre d'affaires des sociétés :
 - Mediapost, leader de la publicité non adressée en boîtes aux lettres et spécialiste du géomarketing pour 177 millions d'euros (185 millions d'euros au 30 juin 2008),

- Dynapost, spécialiste du traitement intégré du courrier des entreprises pour 25 millions d'euros (24 millions d'euros au 30 juin 2008),
- Asphéria et Orsid, opérateurs en solutions éditiques et traitement industriel de documents pour 45 millions d'euros (42 millions d'euros au 30 juin 2008)
- Extelia, spécialiste du traitement industriel de documents et de données pour 85 millions d'euros (société acquise en octobre 2008),

Le chiffre d'affaires Courrier international se décompose de la façon suivante :

(en millions d'euros)	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Affranchissement Guichet	60	63	136
Autres produits du Courrier international	300	302	555
Total	360	365	691

Les autres produits du Courrier international correspondent :

- pour La Poste, principalement, au chiffre d'affaires réalisé avec les entreprises et administrations pour 130 millions d'euros (145 millions d'euros au 30 juin 2008), et aux frais terminaux pour 83 millions d'euros (88 millions d'euros au 30 juin 2008).
Les frais terminaux correspondent à la rémunération perçue par La Poste au titre de la distribution en France du courrier en provenance de l'étranger. Ils sont évalués sur la base des estimations de poids et de nombres d'objets distribués connues à la date d'arrêté des comptes.
- au chiffre d'affaires des filiales étrangères, notamment de la filiale Brokers à hauteur de 38 millions d'euros (37 millions d'euros au 30 juin 2008) qui offre une gamme de services aux grands émetteurs américains de courrier international à destination de l'Europe (collecte, travaux de préparation, mise sous pli, affranchissement, adressage, etc.).

Le chiffre d'affaires du secteur Express de 1 480 millions d'euros au 30 juin 2009 (1 643 millions d'euros au 30 juin 2008) est réalisé intégralement par le sous-groupe GeoPost.

(en millions d'euros)	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Express Zone France	418	460	906
Express Zone Etranger	1 063	1 183	2 387
Total	1 480	1 643	3 292

Le chiffre d'affaires du secteur Colis se décompose de la façon suivante :

(en millions d'euros)	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Colis affranchissement Guichet	211	202	430
Autres produits du Colis (*)	454	470	952
Total	665	672	1 382

* Dont un reclassement de -13 M€ au 30 juin 2008 et -30 M€ au 31 décembre 2008 (voir renvoi (3) dans le compte de résultat consolidé)

Les autres produits du Colis sont générés par l'activité de ColiPoste, opérateur de La Poste, avec les entreprises et les administrations.

Le chiffre d'affaires Enseigne La Poste enregistre les commissions perçues sur l'activité externe (hors Courrier, Colis et Services Financiers) réalisée aux guichets du réseau postal (ventes de cartes téléphoniques par exemple) et sur les ventes de produits divers.

Le chiffre d'affaires Immobilier correspond aux locations immobilières consenties à des preneurs externes au Groupe.

Note 7 PRODUIT NET BANCAIRE

Le Produit Net Bancaire du Groupe se détaille de la manière suivante :

(en millions d'euros)	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Intérêts et produits assimilés	3 131	2 584	5 070
Intérêts et assimilés sur opérations de trésorerie et interbancaires	1 409	812	1 737
Intérêts et assimilés sur opérations avec la clientèle	667	543	1 154
Intérêts sur actifs financiers disponibles à la vente et détenus jusqu'à l'échéance, et opérations de couverture	1 055	1 229	2 179
Intérêts et charges assimilés	(1 747)	(1 453)	(2 746)
Intérêts et assimilés sur opérations de trésorerie et interbancaires	(65)	(372)	(687)
Intérêts et assimilés sur opérations avec la clientèle	(1 420)	(870)	(1 769)
Intérêts sur dettes représentées par un titre et opérations de couverture	(263)	(211)	(290)
Produits de commissions	913	926	1 846
Charges de commissions	(101)	(96)	(203)
Gains ou pertes sur opérations nets sur instruments financiers à la juste valeur par le résultat	127	342	698
Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente	92	35	48
Marge des activités d'assurance	25	19	47
Produits et charges des autres activités	1	(9)	11
Total PNB	2 441	2 348	4 771
Total produits	4 273	3 923	8 045
Total charges	(1 832)	(1 575)	(3 274)

Note 8 ACHATS ET AUTRES CHARGES

Les achats et autres charges externes se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Services extérieurs et sous-traitance générale	540	556	1 214
Achats	268	294	554
Transport de correspondance (*)	1 177	1 281	2 555
Prestations du courrier international	91	95	190
Locations	298	270	568
Entretiens et réparations	174	167	351
Frais de télécommunications	92	82	171
Déplacements, missions	86	92	182
Autres charges	161	185	393
Total	2 887	3 022	6 178

(*) Dont un reclassement de - 31 M€ au 30 juin 2008 (voir renvoi (1) dans le compte de résultat consolidé)

Note 9 CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

9.1 Charges de personnel

Les charges de personnel sont détaillées ci-dessous, par nature de coût :

(en millions d'euros)	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Salaires, traitements, primes et indemnités	4 293	4 301	8 425
Cotisations retraites	794	850	1 686
Autres charges sociales	743	722	1 462
Prestations d'actions sociales	85	83	188
Variation des provisions postérieures à l'emploi	(25)	(22)	(56)
Variation des autres provisions sur le personnel (*)	121	(7)	66
Impôts et taxes assis sur les rémunérations	413	430	835
Total	6 424	6 357	12 606

(*) Dont un reclassement de -12 M€ au 30 juin 2008 (voir renvoi (2) dans le compte de résultat consolidé)

La diminution du poste « Cotisations retraites » provient de la baisse du taux de cotisation intervenue en 2009, ainsi que de la baisse des effectifs de fonctionnaires.

9.2 Effectif moyen

La répartition des effectifs s'effectue de la manière suivante :

en équivalent agent/année	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Fonctionnaires	145 668	154 392	152 286
Contractuels	142 661	139 721	143 459
Total	288 329	294 113	295 745

Note 10 AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPERATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels se composent des éléments suivants :

(en millions d'euros)	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Impôts locaux	(71)	(68)	(140)
Autres impôts et taxes (*)	(128)	(66)	(136)
Impôts et taxes	(199)	(134)	(276)
Amortissements nets	(389)	(353)	(746)
Pertes de valeur sur immobilisations	2	(0)	(1)
Pertes de valeur sur actif circulant	2	(2)	1
Provisions pour risques et charges	71	13	(67)
Amortissements et provisions	(314)	(342)	(813)

* Dont un reclassement de -13 M€ au 30 juin 2008 et -30 M€ au 31 décembre 2008 (voir renvoi (3) dans le compte de résultat consolidé)

Impôts et taxes

La Poste bénéficie d'un abattement de 85 % sur les bases de la taxe professionnelle et des taxes foncières sur les locaux professionnels. Cet abattement, prévu par la loi du 2 juillet 1990, est la contrepartie des contraintes de desserte de l'ensemble du territoire national et de la participation à l'aménagement du territoire qui s'imposent à La Poste. Parallèlement, La Poste bénéficie pour le calcul de la cotisation minimale de taxe professionnelle d'un abattement de 70% (article 1635 septies du Code Général des Impôts).

Amortissements et provisions

La progression des dotations aux amortissements provient des investissements importants réalisés en 2008.

Une description des variations d'amortissement et de perte de valeur des immobilisations est présentée dans les notes 14 et 15.

Les mouvements de provisions pour risques et charges sont détaillés dans la note 20.

Note 11 RESULTAT FINANCIER

11.1 Coût de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Charges d'intérêts sur opérations de financement	(118)	(136)	(276)
Variation de la juste valeur des emprunts et des swaps liés à la dette (*)	106	21	(53)
Produits de la trésorerie	14	21	40
Total	2	(94)	(289)

(*) y compris couverture de juste valeur sur emprunts

L'évaluation de la juste valeur de la dette obligataire au 30 juin 2009 tient compte de l'augmentation du coût du risque de crédit au premier semestre 2009. Cette augmentation a pour effet mécanique de diminuer la juste valeur de la dette obligataire, et génère un effet positif sur le résultat financier au 30 juin 2009 de 133 millions d'euros (voir note 21).

11.2 Autres éléments du résultat financier

(en millions d'euros)	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Charges d'actualisation (*)	(39)	(32)	(74)
Autres produits et charges financiers	4	4	(5)
dont:			
Gains nets de change	4	4	(2)
Revenus des participations	0	0	1
Dotations et reprises de provisions	(1)	1	1
Autres produits et charges financiers	1	(1)	(5)
Total	(35)	(28)	(79)

(*) Dont un reclassement de 12 M€ au 30 juin 2008 (voir renvoi (2) dans le compte de résultat consolidé)

Note 12 IMPOT SUR LE RESULTAT

La charge d'impôt s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
(Charge) d'impôt courant	(143)	(165)	(179)
Ajustement de la charge d'impôt provenant d'exercices antérieurs	6	0	(8)
Total	(137)	(165)	(187)
(Charge) / produit d'impôt différé	16	(22)	67
<i>dont:</i>			
<i>Variation des taux d'imposition</i>			
<i>Utilisation des déficits fiscaux antérieurs</i>			4
(Charge) / produit total d'impôt	(121)	(187)	(120)

La charge d'impôt est calculée sur la base du taux effectif annuel d'impôt estimé, appliqué au résultat comptable de la période retraité des éléments soumis à un taux d'impôt réduit.

NOTES SUR LE BILAN

Note 13 ÉCARTS D'ACQUISITION

13.1 Détail des écarts d'acquisition (goodwill)

(en millions d'euros)	Secteur	Valeur nette au 30/06/09	Valeur nette au 31/12/08
GeoPost Central Europe	Express	426	425
Exapaq	Express	334	334
GeoPost Espagne	Express	245	209
GeoPost UK	Express	127	114
Extelia	Courrier	84	88
Orsid	Courrier	22	22
Mediapost	Courrier	28	15
DPD Laser Finance	Express	16	13
Sefas	Courrier	10	10
Brokers	Courrier	9	9
BTB Mailflight	Courrier	10	9
La Banque Postale Asset Management	Services Financiers	8	8
Chronopost International	Express	4	4
Autres sociétés		9	11
Total		1 332	1 271

La principale acquisition du semestre concerne 5 nouvelles franchises SEUR, qui a généré un goodwill additionnel sur GeoPost Espagne de 36 millions d'euros au 30 juin 2009.

La hausse de l'écart d'acquisition sur GeoPost UK est liée à l'appréciation de la livre sterling contre l'euro.

13.2 Pertes de valeur

La persistance de la crise économique mondiale a conduit le groupe La Poste à réaliser des tests de perte de valeur à la fin de premier semestre 2009 sur ses goodwill les plus exposés à un risque de dépréciation. Ces tests ont été réalisés selon la procédure décrite en note 15.3 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2008.

Les tests réalisés n'ont pas conduit à constater de dépréciation complémentaire sur les goodwill du Groupe au 30 juin 2009. Les taux d'actualisation utilisés sont sans évolution significative par rapport au 31 décembre 2008.

Par ailleurs, les analyses de sensibilité à une variation du taux d'actualisation ou de croissance à l'infini réalisées au 30 juin 2009 ne font pas apparaître de résultats sensiblement différents de ceux obtenus au 31 décembre 2008.

Note 14 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

En valeur brute (en millions d'euros)	Logiciels, brevets et concessions	Immobilisations incorporelles en cours	Autres immobilisations incorporelles	Total
Solde au 31/12/2008	741	165	320	1 226
Acquisition	17	64	18	99
Cession	(1)	0	(3)	(4)
Variation de périmètre	1	1	(4)	(3)
Transfert	20	(64)	42	(2)
Ecart de conversion	1	0	0	1
Solde au 30/06/2009	778	166	372	1 316

Amortissement et perte de valeur (en millions d'euros)	Logiciels, brevets et concessions	Immobilisations incorporelles en cours	Autres immobilisations incorporelles	Total
Solde au 31/12/2008	(609)	NA	(159)	(768)
Amortissement de la période	(38)	0	(25)	(63)
Reprises sur cessions	1	0	3	4
Variation de périmètre	(0)	0	(0)	(0)
Transfert	0	0	0	0
Ecart de conversion	(0)	0	(0)	(0)
Solde au 30/06/2009	(647)	0	(181)	(828)

Valeur nette (en millions d'euros)	Logiciels, brevets et concessions	Immobilisations incorporelles en cours	Autres immobilisations incorporelles	Total
au 31/12/2008	132	165	161	458
au 30/06/2009	131	166	191	488

La ligne transfert correspond principalement au reclassement des immobilisations en cours à l'intérieur des autres postes d'immobilisations incorporelles.

Note 15 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

En valeur brute (en millions d'euros)	Terrains et constructions	Matériels et installations	Matériel de transport	Autres immobilisations corporelles	Actifs en cours de construction	Total
Solde au 31/12/2008	4 253	1 976	831	2 305	563	9 928
Acquisition	3	74	55	64	229	426
Cession	(14)	(28)	(15)	(54)	(1)	(112)
Variation de périmètre	7	2	1	3	0	13
Transfert	148	31	0	84	(299)	(36)
Ecart de conversion	11	3	3	4	1	22
Solde au 30/06/2009	4 408	2 059	876	2 405	493	10 241

Amortissement et perte de valeur (en millions d'euros)	Terrains et constructions	Matériels et installations	Matériel de transport	Autres immobilisations corporelles	Actifs en cours de construction	Total
Solde au 31/12/2008	(510)	(1 109)	(363)	(1 669)	0	(3 651)
Amortissement de la période	(80)	(90)	(43)	(115)	0	(328)
Perte de valeur	3	1	0	0	0	4
Reprises sur cessions	2	23	1	53	0	80
Variation de périmètre	(0)	(1)	(1)	(1)	0	(3)
Transfert	0	(0)	(0)	1	0	1
Ecart de conversion	(2)	(3)	(1)	(3)	0	(8)
Solde au 30/06/2009	(586)	(1 178)	(407)	(1 734)	0	(3 905)

Valeur nette (en millions d'euros)	Terrains et constructions	Matériels et installations	Matériel de transport	Autres immobilisations corporelles	Actifs en cours de construction	Total
au 31/12/2008	3 744	867	468	636	563	6 277
au 30/06/2009	3 822	881	469	671	493	6 335
<i>Dont location financement</i>						
<i>au 31/12/2008</i>	<i>86</i>	<i>19</i>				<i>105</i>
<i>au 30/06/2009</i>	<i>84</i>	<i>18</i>				<i>102</i>

La ligne transfert correspond, d'une part, au reclassement des immobilisations en cours à l'intérieur du poste des immobilisations corporelles, d'autre part, au reclassement d'immobilisations corporelles vers le poste « Actifs détenus en vue d'être cédés ».

Note 16 PARTICIPATIONS DANS LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

(en millions d'euros)	CNP Assurances	Autres	Total
Solde au 31/12/2008	1 559	144	1 703
Part du groupe dans les résultats de l'exercice	92	1	93
Distribution de dividendes	(83)	(2)	(85)
Variation nette de juste valeur sur instruments financiers et titres AFS	25	0	25
Variation de périmètre	0	1	1
Augmentation de capital	0	11	11
Autres	5	2	7
Ecart de conversion	21	(0)	21
Solde au 30/06/2009	1 619	157	1 776

Note 17 AUTRES ACTIFS DES ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

(en millions d'euros)	30/06/2009 Courant	30/06/2009 Non courant	31/12/2008 Courant	31/12/2008 Non courant
Titres de participations non consolidés nets	0	153	0	169
Instruments financiers dérivés	58	184	106	167
Autres actifs financiers nets	262	88	48	84
Total autres actifs financiers	320	425	154	420
Stocks d'autres approvisionnements	94		94	
Autres stocks nets	67		66	
Total stocks nets	161		160	
Créances clients nettes	1 621		1 589	
Créances sur opérations du courrier international	376		421	
Autres créances	307		310	
Total créances clients et autres créances	2 304		2 321	
VMP - Equivalent de trésorerie et disponibilités	683		988	
Caisse et disponibilités	849		1 068	
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	1 532		2 055	
Total	4 317	425	4 690	420

Titres de participation non consolidés

Les titres de participation non consolidés détenus à 100% sont des sociétés mises en sommeil ou en cours de liquidation ou présentant des postes de bilan et de compte de résultat non significatifs.

Instruments financiers dérivés

La ligne Instruments financiers dérivés correspond à des instruments contractés dans le cadre de la gestion des risques de taux et de change de l'endettement. Ils sont donc à mettre en regard des postes « Emprunts obligataires et autres dettes financières ». Ils comprennent notamment les swaps de couverture de juste valeur sur emprunt pour 11 millions d'euros.

Autres actifs financiers nets

Ce poste comprend essentiellement au 30 juin 2009 des titres de créances négociables dont l'échéance est supérieure à 3 mois, pour une valeur de 200 millions d'euros.

Ce poste comprend également des dépôts de garantie versés dans le cadre des instruments financiers contractés pour la gestion de la dette obligataire, ainsi que des prêts sociaux à des organismes de construction avec des échéances à très long terme.

Stocks

Les stocks se composent pour l'essentiel :

- de pièces détachées se rapportant aux installations techniques,
- de produits finis vendus dans le réseau des bureaux (produits philatéliques notamment).

Créances clients et autres créances

Les créances du Courrier international (376 millions d'euros) sont détenues essentiellement envers les offices postaux étrangers au titre de la distribution en France du courrier confié par ces offices postaux.

Parallèlement, les dettes fournisseurs et autres dettes comprennent une dette sur opérations du courrier international (cf. note 24) pour 392 millions d'euros, envers les offices postaux étrangers au titre du courrier à destination des pays étrangers confié par La Poste à ces offices postaux en vue de sa distribution.

Les autres créances à fin juin 2009 comprennent notamment une créance de TVA récupérable sur l'État de 68 millions d'euros correspondant à des crédits de TVA provenant d'importants travaux de remise en état du parc immobilier menés en 2008 et 2009.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de fonds de caisse, des soldes bancaires ainsi que des placements à court terme en instruments monétaires. Ces placements, d'échéance inférieure à trois mois, sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les équivalents de trésorerie comprennent au 30 juin 2009 des titres de créances négociables pour 300 millions d'euros (contre 430 millions d'euros au 31 décembre 2008) et des parts d'OPCVM monétaires pour 377 millions d'euros (contre 545 millions au 31 décembre 2008).

Par ailleurs, des titres de créance négociables dont l'échéance est supérieure à 3 mois ont été classés en « autres actifs financiers courants » pour un montant de 200 millions d'euros (voir chapitre « Autres actifs financiers nets » ci-dessus).

Note 18 ACTIFS FINANCIERS DE L'ACTIVITE BANCAIRE

(en millions d'euros)	30/06/2009	31/12/2008
Prêts et créances sur la clientèle à vue	367	331
Prêts et créances sur la clientèle à terme	29 998	28 243
<i>dont crédits à l'habitat</i>	<i>29 381</i>	<i>27 549</i>
Titres assimilés aux prêts et créances avec la clientèle	139	168
Total Prêts et créances sur la clientèle	30 504	28 742
Comptes et prêts sur établissements de crédits à vue	123	1 534
Comptes et prêts sur établissements de crédits à terme	75 709	14 882
Titres assimilés aux prêts et créances sur établissement de crédit	2 355	2 459
Total créances sur les établissements de crédit	78 187	18 876
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	35 960	37 649
<i>dont effets publics et assimilés</i>	<i>33 179</i>	<i>34 476</i>
Actifs financiers disponibles à la vente	9 783	8 694
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	10 364	8 675
<i>dont actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>	<i>9 724</i>	<i>7 827</i>
<i>dont instruments dérivés</i>	<i>551</i>	<i>471</i>
Ecart de réévaluation sur portefeuilles couverts (couverture de juste valeur)	95	148
Total portefeuille de titres de l'activité bancaire	56 203	55 166
Autres actifs financiers courants de l'activité bancaire	823	1 201
Comptes de régularisation Actif	3 323	3 069
Banques centrales	3 971	1 923
Caisse et autres	172	216
Total autres actifs financiers courants de l'activité bancaire	4 143	2 139
Total	173 183	109 193

Créances sur les établissements de crédit

Les comptes et prêts à terme comprennent principalement des comptes ouverts auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations correspondant à la centralisation de produits réglementés.

La forte hausse des montants centralisés est liée à la loi de banalisation du Livret A qui a eu pour conséquence la suppression de la Caisse Nationale d'Épargne qui accueillait auparavant les fonds des livrets A de la Banque Postale et les créances correspondantes auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (voir note 1.2.).

Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation de l'activité bancaire sont constitués principalement des comptes d'attente en cours de dénouement des opérations avec la clientèle de détail.

Note 19 ACTIFS ET PASSIFS DESTINES A ETRE CEDES

Les actifs destinés à être cédés au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2008 sont des immeubles sous compromis de vente.

Note 20 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Au 30 juin 2009, les provisions spécifiques aux activités bancaires et d'assurance se décomposent de la façon suivante :

(en millions d'euros)	Risque Epargne Logement	Provision technique d'assurance	Total Risques spécifiques aux activités bancaires et d'assurance
Provisions non courantes			
Provisions courantes	246	307	553
Solde au 31/12/2008	246	307	553
Dotation de la période		328	328
Reprise pour utilisation		(293)	(293)
Reprise de provisions devenues sans objet	(43)		(43)
Provisions non courantes			
Provisions courantes	203	342	545
Solde au 30/06/2009	203	342	545

Les autres provisions pour risques et charges se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	Litiges sociaux	Autres litiges	Autres	Total autres provisions pour risques et charges
Provisions non courantes	16	10	33	59
Provisions courantes	48	44	198	290
Solde au 31/12/2008	64	54	231	349
Dotation de la période	17	4	42	63
Reprise pour utilisation (*)	(3)	(5)	(87)	(95)
Reprise de provisions devenues sans objet	(5)	(2)	(24)	(31)
Actualisation	0	0	1	1
Autres mouvements	(1)	0	0	(1)
Provisions non courantes	27	12	26	65
Provisions courantes	45	39	137	220
Solde au 30/06/2009	72	51	163	285

(*) La provision pour risque liée à l'épargne réglementée, qui avait été constituée pour 70 millions d'euro au 31 décembre 2008, a été reprise à hauteur de 42 millions d'euro au 30 juin 2009 (colonne « Autres »).

Note 21 EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET AUTRES DETTES FINANCIERES

Au 30 juin 2009, les emprunts obligataires et autres dettes financières se composent des éléments suivants :

(en millions d'euros)	30/06/2009		31/12/2008	
	Court terme	Moyen et long terme	Court terme	Moyen et long terme
Dettes financières au coût amorti	651	3 076	672	3 076
- Emprunts obligataires	0	2 965	0	2 964
- Location financement	13	69	16	69
- Bons La Poste	87		93	
- Billets de trésorerie	325		347	
- Concours bancaires courants	42		29	
- Dépôts et cautionnements reçus	172	26	175	25
- Autres emprunts au coût amorti	12	16	12	18
Emprunts en juste valeur sur option	47	2 665	452	2 791
- Emprunts obligataires	0	2 618	401	2 727
- Instruments financiers dérivés passifs	47	48	51	64
Emprunts couverts		502		
- Emprunts obligataires		502		
Intérêts courus non échus	181		150	
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme (non courant)		6 243		5 867
Emprunts obligataires et dettes financières à court terme (courant)	879		1 274	

La dette obligataire, hors intérêts non échus, a évolué de la manière suivante sur le premier semestre 2009 :

(en millions d'euros)	31/12/08	Augmentation	Diminution	Autres variations	30/06/09
Emprunts au coût amorti	2 964			1	2 965
Emprunts en juste valeur sur option	3 128		(400)	(110)	2 618
Emprunt couvert	0	500		2	502
TOTAL	6 092	500	(400)	(107)	6 085

Les autres variations correspondent essentiellement à la variation de juste valeur des emprunts évalués à la juste valeur par résultat. Ces emprunts sont ceux adossés dès leur émission à des swaps de variabilisation, et qui, en application de l'option juste valeur prévue par IAS 39, sont désignés à l'origine à la juste valeur par résultat.

L'évaluation de la juste valeur de la dette obligataire au 30 juin 2009 tient compte de l'augmentation du coût du risque de crédit au premier semestre 2009. Cette augmentation a pour effet mécanique de diminuer la juste valeur de la dette obligataire.

Le Groupe a procédé en février 2009 à une émission d'emprunt obligataire de 500 millions d'euros d'une durée de 7 ans. Cet emprunt a fait l'objet d'une couverture de juste valeur au moyen de swaps de taux. L'effet de cette couverture sur le compte de résultat est le suivant :

(en millions d'euros)	30/06/09	30/06/08	31/12/08
Réévaluation en résultat des emprunts couverts	(4)		
Réévaluation en résultat des couvertures sur emprunts	4		
Impact net en résultat	0	-	-

L'échéancier des emprunts obligataires et des billets de trésorerie se présente comme suit :

(en millions d'euros)	Échéance < 1an		Échéance de 1 à 5 ans		Échéance > 5 ans		Total	
	30/06/09	31/12/08	30/06/09	31/12/08	30/06/09	31/12/08	30/06/09	31/12/08
Emprunts obligataires au coût amorti			797	797	2 167	2 167	2 965	2 965
Emprunts en juste valeur		401	666	666	1 951	2 061	2 618	3 129
Emprunts couverts					502		502	
Billets de trésorerie	325	347					325	347
TOTAL	325	748	1 464	1 464	4 621	4 229	6 410	6 441

Note 22 AVANTAGES DU PERSONNEL

- Variation des provisions

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2008		Variations de périmètre	Augmen- tation	Diminution pour utilisation	Provision devenue sans objet	Autres variations	30/06/2009	
	Courant	Non courant						Courant	Non courant
- Avantages postérieurs à l'emploi des fonctionnaires de La Poste	26	613		17	(24)			26	605
- Indemnité de départ à la retraite du personnel contractuel du Groupe	2	86	1	7	(1)		(0)	2	93
- Régime de retraite du personnel des filiales étrangères	0	30		1	(5)		3	0	30
- Dispositifs d'aménagement de fin de carrière - post-emploi	22	165		6	(6)		0	15	171
Total avantages postérieurs à l'emploi	50	894	1	31	(35)		3	43	900
- Dispositifs d'aménagement de fin de carrière - rupture de contrat	168	297		136	(19)			219	363
- Autres indemnités de rupture de contrat	25	10						24	11
Total indemnités de rupture de contrat de travail	193	307		136	(19)			243	374
- Congés longue maladie / longue durée	60	39					0	73	26
- Compte Epargne temps	93	80		5	(1)		(0)	91	87
- Autres avantages à long terme	2	24	0	10	(0)	(2)	(1)	2	31
Total autres avantages à long terme	155	143	0	16	(1)	(2)	(1)	166	144
Total avantages du personnel	398	1 344	1	182	(56)	(2)	3	453	1 418

Les avantages au personnel du groupe La Poste au 30 juin 2009 sont identiques à ceux existant au 31 décembre 2008. Une description de ces avantages figure en note 31.2 des états financiers annuels du Groupe au 31 décembre 2008.

Les engagements envers le personnel relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi au 30 juin 2009 sont estimés sur la base des évaluations actuarielles réalisées à la clôture annuelle au 31 décembre 2008.

- **Évaluation et évolution des engagements au titre des avantages postérieurs à l'emploi**

(en millions d'euros)	30/06/2009	31/12/2008
Engagement en début de période	913	1 069
Coût des services rendus	13	30
Effet d'actualisation	23	52
Amortissement du coûts des services passés	-	-
Rendement droits à rembourser	-	-
Variation de périmètre	-	-
Réduction / liquidation de régimes	(13)	-
Prestations payées	(27)	(86)
Perte (gain) actuariel	9	(122)
Ecart de change	10	(31)
Autres	-	-
Engagement en fin de période	930	913
Gains (pertes) actuariels non comptabilisés	103	106
Actifs de couverture	(89)	(75)
Passif net au bilan	943	944
dont provision non courante	900	894
dont provision courante	43	50

- **Analyse de la charge reconnue dans le compte de résultat au titre des avantages postérieurs à l'emploi**

(en millions d'euros)	30/06/2009	31/12/2008
Coût des services rendus	13	30
Coût de désactualisation	23	52
Rendement attendu des actifs	(3)	(6)
Amortissement des pertes (gains) actuariels	(4)	3
Autres	-	-
Charge de la période	30	79

Note 23 PASSIFS FINANCIERS DE L'ACTIVITE BANCAIRE

(en millions d'euros)	30/06/2009	31/12/2008
Dettes envers les établissements de crédit à vue	111	96
Dettes envers les établissements de crédit à terme	7 583	6 809
<i>dont titres donnés en pension livrée</i>	6 009	6 447
Dettes représentées par un titre	7 488	3 450
<i>dont certificats de dépôt</i>	6 580	2 620
Total dettes envers les établissements de crédit	15 183	10 355
Comptes d'épargne à régime spécial	104 946	47 971
<i>dont Livret A</i>	58 200	0
<i>dont PEL et CEL</i>	24 270	24 156
<i>dont LEP</i>	11 600	13 308
Dettes envers la clientèle à vue	42 728	42 181
<i>dont comptes ordinaires créditeurs</i>	42 190	40 467
Dettes envers la clientèle à terme	2 749	2 059
Total opérations avec la clientèle	150 424	92 212
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	289	271
Autres	644	217
Total autres passifs financiers	933	488
Comptes de régularisation Passif	3 801	3 806
Total	170 341	106 860

La forte hausse des comptes d'épargne à régime spécial est liée à la loi de banalisation du Livret A qui a eu pour conséquence la suppression de la Caisse Nationale d'Épargne qui accueillait auparavant les fonds des livrets A de la Banque Postale (voir note 1.2.). Les encours liés au Livret A étaient de 59 063 millions d'euros au 1^{er} janvier 2009, contre 58 200 millions d'euros au 30 juin 2009.

Les « passifs financiers à juste valeur par résultat » correspondent à des instruments dérivés de taux.

Note 24 DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES

(en millions d'euros)	30/06/2009	31/12/2008
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	778	1 015
Dettes fiscales et sociales	1 550	1 529
Dettes fournisseurs d'immobilisations	197	286
Dettes sur opérations du courrier international (1)	392	459
Avances et acomptes clients	186	184
Autres dettes d'exploitation	545	579
Total	3 648	4 052

(1) Opérations du courrier international : cf. commentaires en note 17.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Note 25 IMPACT DES INSTRUMENTS FINANCIERS SUR LE RESULTAT ET LES CAPITAUX PROPRES

Les impacts sur le résultat des instruments financiers du Groupe hors activité bancaire sont détaillés en note 11.

Le tableau ci-dessous détaille les impacts des instruments financiers de l'activité bancaire sur le résultat et les capitaux propres du Groupe.

(en millions d'euros)	Produits (charges) d'intérêts	Variations de juste valeur			Différences de change	Dépréciation	Décomptabilisation et dividendes	Gain (perte) net
		Juste valeur en résultat	Juste valeur en capitaux propres	Juste valeur recyclée en résultat				
Produits (charges) d'intérêts sur prêts, créances et dettes	543							543
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	746							746
Actifs disponibles à la vente	95		140				92	327
Instruments financiers à la juste valeur par résultat		127						127
TOTAL	1 384	127	140				92	1 743

Note 26 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Aucune évolution significative dans la nature des transactions avec les parties liées n'est intervenue depuis la clôture de l'exercice 2008 (voir note 39 des états financiers au 31 décembre 2008).

Note 27 ENGAGEMENTS HORS-BILAN ET PASSIFS EVENTUELS

Aucune évolution significative dans les engagements hors bilan et passifs éventuels du Groupe n'est intervenue depuis la clôture de l'exercice 2008.